



CONTRAT DU TERRITOIRE D'INDUSTRIE FINISTERE 2019-2022

ENTRE

- ☐ Brest métropole représentée par M. François CUILLANDRE, Président
- ☐ La Communauté de Communes de Haute Cornouaille, représentée par M. Tugdual BRABAN, Vice-Président délégué à l'économie
- ☐ La Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas, représentée par M. Patrick LECLERC, Président
- ☐ La Communauté de Communes du Pays de Landivisiau, représentée par M. Henri BILLON, Président
- ☐ La Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay, représentée par Mme Amélie CARO, Vice-Présidente déléguée à l'économie
- ☐ La Communauté de Communes de la Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime, représenté par M. Pascal PRIGENT, Vice-Président délégué à l'économie
- ☐ Haut Léon Communauté, représentée par M. Eric LE BOUR, Vice-Président délégué à l'économie
- ☐ Morlaix Communauté, représentée par M. Jean-Paul VERMOT, Président
- ☐ Poher Communauté, représentée par Mme Jacqueline MAZEAS, Vice-Présidente déléguée à l'économie
- ☐ Quimper Bretagne Occidentale, représenté par M. Hervé HERRY, Vice-Président délégué à l'économie

ci-après, les « **intercommunalités** » ;
de première part,

ET

- ☐ Le Conseil régional représenté par son Président, Loïc CHESNAIS-GIRARD,
- ☐ L'État représenté par le Préfet de département,
- ☐ La Caisse des Dépôts et Consignations représentée par son directeur régional adjoint Bretagne, M. Stéphane LAFARGUE¹,
- ☐ Bpifrance SA représentée par son directeur régional, M. Hervé LELARGE².

ci-après, les « **partenaires publics** » ;
de deuxième part,

¹ La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L 518-2 et suivants du code monétaire et financier, ayant son siège 56, rue de Lille 75007 à Paris, représenté par son directeur régional XX,

² Bpifrance SA, Société Anonyme au capital de 20 435 889 580,36 €, dont le siège social est à Maisons-Alfort (94710), 27-31 avenue du Général Leclerc, immatriculée au RCS de Créteil sous le N° 507 523 678, intervenant tant pour son compte que pour le compte de ses filiales, représentée par XX, Directeur régional, en vertu d'une délégation de pouvoirs en date du XX, ci-après dénommée « Bpifrance ».

AINSI QUE

☐ Les industriels, pour les territoires de :

- Brest métropole : société NAVTIS, représentée par M. Bruno PIVAIN - Président
- Communauté de Communes de Haute Cornouaille : société AJM, représentée par M. Jean-Claude MALTRET - Gérant
- Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas : société ROLLAND, représentée par Mme Béatrice LE GALL - Présidente
- Communauté de Communes du Pays de Landivisiau : société QUEGUINER, représentée par M. Clément QUEGUINER - Président
- Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay : société BREIZELEC, représentée par M. Philippe GASTOUD - Président
- Communauté de Communes de la Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime : société NOBEL SPORT, représentée par M. Thomas DEVAULX DE CHAMBORD - Directeur
- Haut Léon Communauté : société PACKERS, représentée par M. Jean-Paul CHAPALAIN - Président
- Morlaix Communauté, société SERMETA, représentée par M. Joseph LE MER - Président
- Poher Communauté, société DS SMITH Packaging, représentée par M. Pascal MAURICE - Directeur
- Quimper Bretagne Occidentale, société MCA PROCESS, représentée par Mme Estelle LE PAPE

☐ Les autres partenaires :

- L'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie du Finistère (UIMM 29), représentée par M. Bruno PIVAIN, Président
- La chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Bretagne ouest (CCIMBO), représentée par M. Frank BELLION, Président
- Le Pôle métropolitain du Pays de Brest, représenté par François CUILLANDRE, Président
- Le Technopôle Brest Iroise, représenté par M. Michel GOURTAY, Président

ci-après, les « **partenaires économiques et industriels** » ;

de troisième part,

L'ensemble des intercommunalités, partenaires publics, partenaires économiques et industriels sont dénommés ci-après les « signataires ».

☐ Les contributeurs, via la réalisation d'un « Portrait et enjeux de l'industrie finistérienne » (non signataires) :

- L'ADEUPa, l'Agence d'Urbanisme Brest-Bretagne
- Quimper Cornouaille Développement

Vu la délibération du conseil régional XXX n°XXX en date du XXX autorisant le président à signer ;

Vu la délibération de :

- Brest métropole du bureau de la Métropole XXX n°XXX en date du 9 avril 2021 autorisant le président à signer ;
- La Communauté de Communes de Haute Cornouaille, du bureau/conseil de la communauté XXX n°XXX en date du X avril 2021 autorisant le président à signer
- La Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas, du Conseil de la communauté XXX n°XXX en date du 9 avril 2021 autorisant le président à signer ;
- La Communauté de Communes du Pays de Landivisiau, du Conseil de la communauté XXX n°XXX en date du 30 mars 2021 autorisant le président à signer

- La Communauté de Communes de Pleyben Châteaulin Porzay, du bureau/conseil de la communauté XXX n°XXX en date du X avril 2021 autorisant le président à signer
 - La Communauté de Communes de la Presqu'île de Crozon - Aulne Maritime, du bureau/conseil de la communauté XXX n°XXX en date du X avril 2021 autorisant le président à signer
 - Haut Léon Communauté, du bureau de la communauté XXX n°XXX en date du 7 avril 2021 autorisant le président à signer
 - Morlaix Communauté, du bureau/conseil de la communauté XXX n°XXX en date du X avril 2021 autorisant le président à signer
 - Poher Communauté, du bureau/conseil de la communauté XXX n°XXX en date du X avril 2021 autorisant le président à signer
 - Quimper Bretagne Occidentale, du bureau/conseil de la communauté XXX n°XXX en date du X avril 2021 autorisant le président à signer
- Vu la décision de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie du Finistère, XXX en date du XXX autorisant le représentant à signer ;
 - Vu la décision de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine Bretagne Ouest, XXX en date du XXX autorisant le représentant à signer ;
 - Vu la décision du Pôle métropolitain du Pays de Brest, XXX en date du 31 mars 2021 autorisant le représentant à signer ;
 - Vus les statuts de l'Association Technopôle Brest Iroise donnant pouvoir au Président de représenter l'association;

Il est convenu ce qui suit.

Préambule

L'initiative « Territoires d'industrie » s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de reconquête industrielle et de développement des territoires. Elle vise à mobiliser de manière coordonnée les leviers d'intervention qu'ils relèvent de l'État et de ses opérateurs, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ou des entreprises, au service de l'industrie et de leur territoire.

Cette nouvelle approche repose sur plusieurs principes :

- **Un principe de ciblage** visant plus spécifiquement à soutenir les entreprises sur chacun des territoires à forts enjeux industriels identifiés dans le cadre de cette initiative ;
- **Un principe de gestion décentralisée**, qui s'inscrit dans le cadre des compétences économiques des régions et des intercommunalités. Les projets devront d'abord être proposés, construits et animés par les acteurs locaux : industriels, maires, présidents d'intercommunalités au service d'une **approche « du bas vers le haut »** ;

Le projet de Territoire d'industrie qui suit a été élaboré en concertation et en partenariat avec les élus et les acteurs industriels. Il vise à partager un diagnostic, énoncer des ambitions et des priorités, et définir les actions concrètes les soutenant.

Enjeux du Territoire d'industrie

Les territoires « Brest métropole, Morlaix communauté, Quimper agglomération, Haut Léon communauté, les Communautés de Communes du Pays de Landerneau Daoulas, de Landivisiau, de Haute Cornouaille, de Poher Communauté, de Pleyben Châteaulin-Porzay, de la Presqu'île de Crozon Aulne-Maritime » ont été identifiées « Territoires d'industrie » lors du Conseil national de l'industrie du 22 novembre 2018.

Une étude, réalisée par l'ADEUPa, l'Agence d'Urbanisme Brest-Bretagne et Quimper Cornouaille Développement en 2021 a permis de dresser un « Portrait et enjeux de l'industrie finistérienne ».

7 enjeux ont été identifiés par le consortium³ finistérien, déclinés en 4 axes et 30 fiches actions. Ces enjeux visent à relever les défis d'avenir, à anticiper les difficultés et les menaces. Les actions proposées visent également - en s'appuyant sur les atouts des territoires signataires de ce contrat - à engager la capacité de développement, de mutations industrielles et de rebonds économiques. Il s'agit notamment de limiter les déséquilibres territoriaux liés à la situation péninsulaire du Finistère.

Ambitions et priorités :

Les signataires partagent les ambitions et priorités suivantes de reconquête industrielle et de développement territorial :

7 enjeux ont été identifiés par les signataires

1^{er} axe : Attirer

2^{ème} axe : Recruter

- Attirer et recruter les talents de demain et favoriser l'implantation industrielle sur le territoire
 1. Attirer et recruter les actifs à la pointe bretonne
 2. L'attractivité de la pointe bretonne : terre d'industrie, terre d'entrepreneuriat

3^{ème} axe : Simplifier

- Disposer de capacité d'accueil et de développement de projets industriels
 3. Disposer de foncier économique permettant d'accueillir des projets industriels de toutes tailles à la pointe bretonne
 4. Développer l'attractivité industrielle par le renouvellement des zones d'activités historiques

4^{ème} axe : Innover

- L'industrie en transition
 5. Accompagner la transformation du secteur industriel breton
 6. Favoriser la décarbonation de l'industrie
- Développer les filières industrielles stratégiques émergentes et en développement
 7. Soutien aux filières algues, forêt bois, énergies marines renouvelables, l'intelligence artificielle, biotechnologies marines

Actions déjà engagées

Les actions déjà engagées par les signataires, pour accompagner les Territoires dans les ambitions et priorités énoncées ci-dessus pendant ces dernières années, sont détaillées dans les 30 fiches actions jointes.

³ Le consortium finistérien est composé des signataires du présent contrat

Article 1. Objet du contrat

Les signataires s'accordent sur des interventions coordonnées pour conforter efficacement et durablement les ambitions de reconquête industrielle et de développement du « Territoire d'industrie Finistère ».

Le présent contrat « Territoire d'industrie Finistère » a pour objet de décrire l'intention des signataires de s'inscrire dans cette démarche et précise leurs engagements réciproques. Il définit les modalités de mise en œuvre de leurs interventions, le plan d'actions concerté pour la mise en œuvre du projet de territoire, ainsi que les modalités de pilotage et de suivi de la démarche.

Article 2. Engagement général des signataires

Les signataires s'engagent collectivement pour la réussite du contrat :

□ Le Conseil régional, chargé du pilotage de l'initiative Territoires d'industrie à l'échelle régionale, assure le déploiement de ses politiques régionales en matière de développement économique, de formation professionnelle initiale et continue, de mobilités ou encore de transition écologique en faveur du Territoire d'industrie, avec lesquelles les engagements de l'État, des opérateurs et des autres acteurs feront levier. Il anime la démarche sur son périmètre régional et préside un comité de pilotage régional qui définit les orientations stratégiques régionales pour les territoires d'industrie, valide les demandes d'évolution des périmètres territoriaux et approuve les contrats de chaque Territoire d'industrie ;

□ L'État s'engage à cibler et à apporter une réponse coordonnée et adaptée de son action et celle de ses opérateurs en faveur du Territoire d'industrie, à assurer la mise en œuvre territoriale des 17 engagements nationaux annoncés par le Premier ministre et des engagements complémentaires ultérieurs, à désigner au sein de ses services un référent chargé d'assurer le suivi de la démarche, la mobilisation des services et des opérateurs de l'État sollicités sur les projets de territoires en cohérence avec les politiques de développement industriel nationale et territoriale ;

□ Les intercommunalités assurent le pilotage et l'animation de proximité de la démarche en lien avec les industriels. Elles définissent leurs enjeux du territoire, leurs ambitions et priorités ; mobilisent les moyens nécessaires pour co-construire un projet de Territoire d'industrie et assurer un pilotage local réactif ; s'engagent à soutenir les actions issues des orientations stratégiques du contrat. Elles désignent un représentant chargé conjointement avec un industriel d'animer la démarche de contractualisation et de suivi des actions contractualisées ;

□ Les industriels s'engagent à participer à l'élaboration du diagnostic du Territoire d'industrie et la mise en œuvre des actions co-décidées ; à renforcer la coopération inter-entreprises. Ils désignent un représentant, volontaire et reconnu par ses pairs par son action sur le territoire, chargé conjointement avec un élu d'animer la démarche de contractualisation et de suivi des actions contractualisées ;

□ Les opérateurs publics et autres partenaires signataires s'engagent à instruire dans les meilleurs délais les propositions de projets et d'actions qui seront soumises par les porteurs de projets ; à étudier, en tant que de besoin, l'adaptation de leurs modes d'intervention, dans le respect des principes en vigueur, pour accompagner au mieux les actions identifiées dans le projet du Territoire d'industrie ; à mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées ;

□ Les autres partenaires, l'UIMM 29, la CCIMBO, le Pôle métropolitain du Pays de Brest et le Technopôle Brest Iroise s'engagent à participer au comité de pilotage « Territoire d'industrie

Finistère » à la mise en œuvre des actions co-décidées et au renforcement de la coopération
Etat – Région Bretagne - intercommunalités - entreprises.

Article 3. Modalités de gouvernance et de pilotage départemental et local du projet

Article 3.1 Gouvernance & Pilotage des projets en local :

Pour assurer le pilotage du projet, les partenaires s'engagent à mettre en œuvre une organisation coordonnée en s'appuyant sur :

- un comité de projet local chargé de la définition des orientations stratégiques du Territoire d'industrie qu'il représente. Il est constitué d'un élu du territoire et d'un industriel, pour représenter le territoire et animer les projets de ce territoire ; il associe les partenaires ayant des actions départementales ;
- Un chef de projet ou référent par intercommunalité, chargé de coordonner et de mobiliser les partenaires concernés pour l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du plan d'actions du territoire concerné.

Article 3.2 Gouvernance & Pilotage du projet finistérien

- Un comité de pilotage composé d'un représentant de l'Etat, d'un élu de la Région Bretagne, des binômes élus / industriels, élus UIMM 29, élus CCIMBO pourra se tenir au besoin pour faire un point annuel d'information sur les orientations stratégiques, le pilotage, le suivi des projets et la mise en œuvre du contrat du consortium.
- une équipe technique du projet finistérien, composée de référents des intercommunalités (ou chefs de projets) et des partenaires, chargée de la conduite du projet finistérien se chargera de l'animation de la démarche.

Ils s'accordent sur

- ☐ des modes de collaboration entre les services des intercommunalités, les services des communes, les autres acteurs locaux mobilisés (agences de développement...) ;
- ☐ la fréquence des réunions de l'instance locale et l'établissement de leur ordre du jour ;
- ☐ le suivi de la mise en œuvre des engagements et le lien avec le comité de pilotage régional ;
- ☐ les moyens et étapes prévus pour la communication du projet et le suivi de la démarche pour la population et les autres acteurs du territoire.

Article 4. Plan d'actions

Le plan d'actions est décliné autour de 4 axes. Chacune des actions fait l'objet d'une fiche annexée, approuvée par les signataires concernés.

Axes 1 & 2 – Attirer et Recruter

☐ ☐ Attirer et recruter les talents de demain et favoriser l'implantation industrielle sur le territoire
Enjeu 1 : Attirer et recruter les actifs à la pointe bretonne

- Action 1 : Développer l'attractivité des industriels sur les salons de l'emploi en France ou via la presse nationale et internationale
- Action 2 : L'industrie recrute
- Action 3 : Accompagner les conjoints des nouveaux salariés embauchés sur le territoire dans leur recherche d'emploi
- Action 4 : Job dating emploi inter industrie - Faire rayonner les opérations de recrutement inter industrielles

- Action 5 : L'alternance : une voie d'excellence pour l'insertion des jeunes aux métiers de l'industrie > Informer, sensibiliser et former les jeunes aux métiers de l'industrie
- Action 6 : L'industrie fait son show
- Action 7 : Favoriser la mixité dans l'enseignement supérieur dans l'industrie
- Action 8 : GEIQ Industrie
- Action 9 : Ecole de production

Enjeu 2 : L'attractivité de la pointe bretonne : terre d'industrie, terre d'entrepreneuriat

- Action 10 : Développer l'attractivité industrielle à la pointe bretonne
- Action 11 : Contribuer à l'essor des écosystèmes industriels par le développement d'espaces de travail partagés (Pépinières, incubateurs, tiers lieux, espaces de coworking...)
- Action 12 : Soutenir la mobilité des salariés des sites d'activités à dominante industrielle
- Action 13 : Valoriser les conditions d'emploi dans les entreprises industrielles

Axe 3 – Simplifier

☐ ☐ Disposer de capacité d'accueil et de développement de projets industriels

Enjeu 3 : Disposer de foncier économique permettant d'accueillir des projets industriels de toutes tailles à la pointe bretonne

- Action 14 : Pays de Brest – Z.A. de Lanvian – 90 ha
- Action 15 : Pays de Brest – extension du pôle économique du Pouillot – 10 ha
- Action 16 : Pays de Quimper - Z.A. de Kerdroniou – 41 ha
- Action 17 : Pays de Morlaix - Z.A. de Penprat (sainte Sève) – 30 ha
- Action 18 : Pays centre ouest Bretagne - ZA de la Métairie Neuve – 20 ha
- Action 19 : Pays centre ouest Bretagne - ZA de Kroas Lesneven 6ème tranche (Chateauneuf-du-faou) – 49 ha
- Action 20 : Pays centre ouest Bretagne - ZA de Lanvilliou (Coray) – 28 ha

Enjeu 4 : Développer l'attractivité industrielle par le renouvellement des zones d'activités historiques

- Action 21 : Moderniser et favoriser l'attractivité des ZAE historiques
- Action 22 : Requalifier des friches
- Action 23 : Inciter au renouvellement urbain

Axe 4 – Innover

☐ ☐ L'industrie en transition

Enjeu 5 : Accompagner la transformation du secteur industriel breton

- Action 24 : Des ressources techniques favorisant le transfert de technologies et process de l'industrie du futur vers les industriels ainsi que le développement de compétences nécessaires

Enjeu 6 : Favoriser la décarbonation de l'industrie

- Action 25 : Les soutiens à l'efficacité énergétique industrielle : la décarbonation

Enjeu 7 : Développer les filières industrielles stratégiques émergentes et en développement

- Action 26 : la filière algues
- Action 27 : la filière forêt-bois
- Action 28 : la filière des énergies marines renouvelables
- Action 29 : la filière de l'intelligence artificielle et l'automatisme dans l'industrie
- Action 30 : la filière biotechnologies marines

Article 5. Durée, évolution et fonctionnement général du contrat

Le présent contrat est établi pour une durée de quatre ans à compter de sa date de signature.

À l'issue de cette période, il pourra faire l'objet d'un renouvellement par voie d'avenant pour une durée qui sera à déterminer d'un commun accord entre les signataires et dans la limite de quatre ans maximum. Dans cette hypothèse, les signataires conviennent d'ores et déjà qu'ils prendront en compte un délai raisonnable pour permettre la signature dudit avenant avant l'échéance du présent contrat.

Il pourra également être dénoncé sans motif par l'un ou l'autre des signataires, par écrit au plus tard trois mois avant sa date anniversaire sans qu'aucun des signataires ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit, du fait de cette dénonciation.

Hormis l'expression des enjeux et des ambitions, il est conçu sur la base d'actions concrètes qui en sont les éléments constitutifs essentiels. Il peut ainsi évoluer de manière itérative ou progressive permettant d'initier la contractualisation par les actions les plus mûres puis de l'enrichir par avenants avec de nouvelles actions pour qu'il couvre l'entièreté du Territoire d'industrie concerné et des priorités identifiées.

Toute évolution de l'économie générale du contrat sera soumise à approbation préalable des signataires. De même une telle évolution ou l'évolution d'une action structurante ou qui a des conséquences sur d'autres actions pourra nécessiter une validation du comité de pilotage régional.

Autant que de besoin, les signataires se rapprocheront en vue de la contractualisation de nouvelles actions concernant une ou plusieurs intercommunalités.

Les signataires peuvent proposer l'ajout ou la modification d'une action. Après analyse de la proposition, au regard de sa cohérence et de sa contribution à la mise en œuvre du projet, les signataires concernés par l'action s'engageront réciproquement par la signature d'un avenant au contrat intégrant la fiche action nouvelle ou modifiée.

La suppression d'une action peut aussi être proposée et validée dans les mêmes conditions.

Article 6. Suivi et évaluation

Chaque EPCI et chaque partenaire devra remonter les informations nécessaires 15 jours avant l'état d'avancement programmé par l'équipe projet « Territoire d'industrie Finistère » en vue d'une transmission au comité de pilotage régional.

Lors de la finalisation d'une action, chaque EPCI, chaque partenaire en charge d'une action, rédigera un bilan au comité de pilotage régional.

Un comité de pilotage projet départemental composé des binômes élus/industriels, élu UIMM 29, élu CCIMBO pourra se tenir au besoin pour faire un point annuel d'information sur les orientations stratégiques, le pilotage, le suivi des projets et la mise en œuvre du contrat.

Le comité de pilotage régional pourra solliciter à mi contrat un rapport d'avancement et le cas échéant une évaluation intermédiaire.

Cette évaluation intermédiaire et finale s'inscrira dans le cadre d'une grille d'analyse et d'indicateurs qui sera mise à disposition par les partenaires nationaux. Cette grille d'analyse sera prise en considération par le consortium, sous réserve qu'elle ne vienne pas interagir sur l'efficacité du projet.

Article 7. Droit applicable et compétence juridictionnelle

Le présent contrat est soumis au droit français.

Les signataires s'engagent, dans la mesure du possible, à régler amiablement tous les litiges relatifs à la validité, à la conclusion, à l'exécution ou à l'interprétation du présent contrat.

Dans le cas où le litige ne serait pas résolu amiablement entre les signataires dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle un signataire notifie aux autres signataires le litige par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, les signataires conviennent que toutes contestations relatives au présent contrat seront exclusivement portées devant le Tribunal administratif de Rennes.

Fait à XXX le XX XX 2021, en X exemplaires

Annexes au contrat :

- fiches actions
- « L'industrie finistérienne : portrait et enjeux »

Annexe B : liste indicative des visas

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

NB : au regard des obligations en matière d'aides d'État, liste de visas à adapter selon le régime et le règlement utilisé(s) (cf. annexe 2 du guide méthodologique) :

Vu le règlement CE n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité des aides de minimis ;

Vu le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE le 26 juin 2014, modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

Vu le Régime cadre exempté n° SA 39252 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA.40391 d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

Vu le régime d'aides exempté n°SA.40453, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

Vu le régime cadre exempté n° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020 adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 tel que modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 ;

Annexe C : dispositions spécifiques à la CDC

Annexe à insérer dans le cadre des conventionnements avec la CDC :

OFFRE DE LA CDC

- En référence à la convention cadre passée avec l'Etat le 5 mars 2019, la CDC s'engage à accompagner le développement des territoires et des écosystèmes locaux industriels en intervenant en ingénierie, en investissement et financement et par l'intermédiaire de ses mandats.

EN INGENIERIE

La CDC prévoit de se mobiliser pour la mise en œuvre du programme en finançant les appuis en ingénierie à trois niveaux de maturité des projets et de réflexion des territoires d'industrie :

- o Les études à caractère général, stratégique et/ou thématique ;
- o Les études de planification et de préfiguration ;
- o Les études dans le cadre d'un projet d'investissement identifié.

Les crédits d'ingénierie déconcentrés dans les directions régionales de la CDC sont cofinancés à hauteur de 50% maximum, en co-financement avec les collectivités et/ou les partenaires industriels.

EN INVESTISSEMENT

En matière d'investissement, la CDC prévoit d'intervenir en fonds propres et quasi fonds propres en tant qu'investisseur avisé sur les sujets suivants : foncier et immobilier industriel, numérique, énergie et écologie industrielle, formation, développement économique.

EN FINANCEMENT

En matière de financement la CDC pourra mobiliser une offre de prêts moyen/long terme (jusqu'à 40 ans) aux collectivités locales et son offre de services bancaires, lorsqu'elles sont adaptées au programme qui permet de financer des opérations diversifiées.

PAR SES MANDATS ET SOUS FORME D'APPELS A PROJETS

La CDC mobilisera certains financements et outils du Grand Plan d'Investissement et du PIA3, dont les actions concourent aux leviers de transformation pour aller vers l'industrie du futur : développement des compétences et des qualifications (appel à projet Campus des Métiers et des Qualification de la main d'œuvre ; appel à projets Ingénierie de formations professionnelles et d'offres d'accompagnement innovantes IFPAI), projets d'innovation territoriale (action Territoires d'Innovation).

Annexe D : dispositions spécifiques à BPIFRANCE

Articles à insérer dans le cadre des conventionnements avec BPIFRANCE SA :

Article n°. Confidentialité et respect de la réglementation sur les données à caractère personnel

N°. Les signataires reconnaissent que certaines des informations fournies par chacun des signataires pour l'exécution du présent contrat sont confidentielles et peuvent notamment être couvertes par le secret des affaires, des accords de confidentialité et/ou par le secret bancaire, conformément à l'article L 511-33 du Code Monétaire et Financier et les textes subséquents.

A ce titre, il est précisé que toute communication d'informations sur les clients de Bpifrance ne pourra se faire auprès de l'un ou l'autre des signataires, qu'après l'accord écrit du représentant légal des entreprises concernées, étant entendu que chaque signataire devra respecter l'obligation de confidentialité sur les informations relatives à des clients qui pourraient lui être communiquées.

Sous réserve des stipulations expresses du présent contrat, chaque signataire s'engage (i) à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations de quelque nature qu'elles soient, dont il aura connaissance dans l'exécution du présent contrat, (ii) à garder confidentiels le présent contrat et son contenu, et (iii) à ne pas utiliser ces données et informations d'une quelconque façon qui serait ou pourrait être préjudiciable aux intérêts des autres signataires.

Chaque signataire pourra divulguer une information confidentielle :

- À ses avocats, conseils ou toute personne qui (i) reconnaît le caractère confidentiel de l'information, et (ii) est assujettie à un devoir de confidentialité dans les termes du présent article ;
- À la requête de toute autorité publique ayant compétence à l'égard d'un signataire, pour les besoins de l'application de toute loi ou décision applicable au dit signataire ; et
- Si l'un des signataires est tenu de divulguer ces informations en application d'une loi ou à la demande d'un tribunal ou d'une administration ou de toute autorité administrative auquel l'intéressé est soumis ; et

Les signataires conviennent que cette interdiction ne s'applique pas dans l'hypothèse où un signataire devrait remplir ses obligations légales ou réglementaires, y compris les obligations de publication légale.

L'obligation de confidentialité restera en vigueur pendant une période de cinq (5) ans à compter de la résiliation, de la résolution ou du terme du présent contrat. Les signataires s'engagent en outre, chacun en ce qui les concerne à faire respecter les stipulations de la présente clause de confidentialité par leurs collaborateurs.

N°. Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, chaque signataire est tenu au respect des législations et réglementations françaises et européennes en vigueur - notamment le Règlement Général sur la Protection des Données n°2016/679 (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés - ou telles qu'elles seront ultérieurement amendées relatives à la protection des données à caractère personnel (ci-après la « Réglementation Applicable »).

Conformément à la Réglementation Applicable, les signataires doivent informer les personnes dont les données à caractère personnel sont reçues ou traitées au titre du présent contrat :

- que leurs données à caractère personnel peuvent être transmises par un signataire à un autre signataire ;
- des traitements des données à caractère personnel mis en œuvre par un signataire en tant que responsable de traitement et des finalités associées ;
- des destinataires des données à caractère personnel ;
- des durées de conservation de ces données ;
- qu'elles peuvent introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) ;
- qu'elles peuvent exercer les droits d'accès, de rectification, de suppression, de limitation du traitement et d'opposition pour motifs légitimes, dont elles bénéficient en vertu de la Réglementation Applicable, au Délégué à la protection des données du signataire concerné.

Article n°. Ethique commerciale, lutte contre la corruption, et lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement des activités terroristes

Les signataires reconnaissent l'importance qu'ils attachent au respect de la réglementation et à l'éthique commerciale en général, de la réglementation relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de la réglementation sur les sanctions commerciales et des réglementations anti-corruption, auxquels ils sont soumis.

Les signataires reconnaissent que le respect des réglementations et obligations ci-dessus constitue une condition substantielle pour signer le présent contrat et attendent de chaque signataire, comme d'eux-mêmes et de tous leurs partenaires, qu'ils se conforment aux lois et règlements applicables. Les signataires attendent également que le comportement de chacun ne puisse pas nuire à leur réputation ou les exposer à des sanctions. A ce titre, les signataires s'interdisent de verser à aux salariés de chaque signataire ou d'accepter d'eux des sommes illicites et s'engagent à limiter l'offre ou la réception de cadeaux et de tout autre avantage à ceux sans grande valeur pécuniaire et ou sans récurrence importante. Les signataires confirment que ces principes répondent à leurs propres principes éthiques et commerciaux et s'engagent à s'informer réciproquement dans le cas contraire.



**TERRITOIRE D'INDUSTRIE FINISTERE
ANNEXES : FICHES ACTIONS**

- Axe 1 et 2 - ATTIRER et RECRUTER** : ATTIRER ET RECRUTER LES TALENTS DE DEMAIN ET FAVORISER L'IMPLANTATION INDUSTRIELLE SUR LE TERRITOIRE P. 16 - 52
- Axe 3 – SIMPLIFIER** : DISPOSER DE CAPACITE D'ACCUEIL ET DE DEVELOPPEMENT DE PROJETS INDUSTRIELS P. 53 - 85
- Axe 4 – INNOVER** : L'INDUSTRIE EN TRANSITION P. 86 - 112

PROJET

Axe 1 et 2 - ATTIRER et RECRUTER

ATTIRER ET RECRUTER LES TALENTS DE DEMAIN ET FAVORISER L'IMPLANTATION INDUSTRIELLE SUR LE TERRITOIRE

Maitres d'ouvrage des actions : UIMM 29, Brest métropole, Morlaix Communauté, Quimper Bretagne Occidentale, EPCI, Communauté de Communes du Pays de Landivisiau, CCIMBO, Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas, Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Description des actions

Le développement des activités industrielles dans le Finistère induit des besoins spécifiques en main d'œuvre et en compétences. Jusqu'à l'entrée dans la crise sanitaire, les besoins en recrutement dans l'industrie étaient importants et visaient aussi bien les métiers en tension, que les emplois de techniciens qualifiés allant du bac au bac +3, ainsi que les postes très qualifiés (ingénieurs/ cadres).

Ces pénuries limitaient les perspectives de croissance des entreprises, qui se retrouvaient à devoir refuser des commandes faute de main d'œuvre disponible.

Si la crise du Covid-19 a rebattu les cartes en matière de recrutement. Néanmoins, force est de constater que les besoins en compétences demeurent. Il est important de mener une réflexion sur les enjeux et leviers en matière de recrutement et d'attractivité pour développer les compétences dont les industriels du territoire ont besoin et donner envie aux PME/PMI et grandes entreprises de s'installer sur le Finistère.

Ces enjeux nécessitent une prise en compte globale pour créer des synergies entre les différents acteurs pour recruter, attirer, et former sur le Finistère.

Dans le cadre de la démarche Territoire d'industrie, nous identifions 2 enjeux majeurs :

Enjeu 1 : Attirer et recruter les actifs à la pointe bretonne

Enjeu 2 : L'attractivité de la pointe bretonne : terre d'industrie, terre d'entrepreneuriat

ENJEU 1 - Attirer et recruter les actifs à la pointe bretonne

Diagnostic de la situation

Toutes actions visant à faire découvrir les entreprises industrielles du Finistère, leurs activités, leurs métiers, leurs formations permettant d'accéder à ces emplois renforce l'idée d'une industrie forte, qui se mobilise, qui forme et qui innove.

La démarche de Territoire d'industrie doit rendre plus visible l'attractivité et le dynamisme des entreprises industrielles et des entrepreneurs du Finistère, notamment en affichant les besoins en recrutement en dehors de la Bretagne et permettre aux potentiels candidats d'identifier les métiers et la diversité des entreprises industrielles.

Par ailleurs, la démarche de Territoire d'industrie aussi doit mettre en lumière toutes les initiatives finistéennes pour les développer auprès de publics différents, qu'ils s'agissent :

- Des demandeurs d'emplois ou salariés en recherche de mobilité géographique ou professionnelle, en participant aux Job dating emploi / alternance d'envergure pour augmenter la visibilité des entreprises industrielles en recherche de compétences
- De personnes aux profils spécifiques, lors d'opération d'information et de communication sur les métiers et leurs opportunités avec l'accompagnement du GEIQ Industrie
- Des conjoints des nouveaux arrivés par la mise en place de tout un réseau pour favoriser la diffusion de leurs CV afin de favoriser leur insertion professionnelle et leur envie de rester sur le territoire.
- Des jeunes par des opérations plus ciblées :
 - Pour promouvoir l'alternance car les pertes d'apprentis d'aujourd'hui seront les pénuries de demain.
 - Par la projection de films réalisés au sein d'entreprises présentes sur le territoire devant les lycéens et collégiens pour faire découvrir l'industrie territoriale.
 - Par les rencontres et les témoignages de femmes industrielles dans les écoles d'ingénieurs pour attirer les jeunes femmes dans l'industrie.

Neuf grandes actions sont engagées en ce sens :

Action 1 - Développer l'attractivité des industriels sur les salons de l'emploi en France ou via la presse nationale et internationale

Action 2 - L'industrie recrute

Action 3 - Accompagner les conjoints des nouveaux salariés embauchés sur le territoire dans leur recherche d'emploi

Action 4 - Job dating emploi inter industrie - Faire rayonner les opérations de recrutement inter industrielles

Action 5 - L'alternance : une voie d'excellence pour l'insertion des jeunes aux métiers de l'industrie > *Informé, sensibiliser et former les jeunes aux métiers de l'industrie*

Action 6 - L'industrie fait son show

Action 7 - Favoriser la mixité dans l'enseignement supérieur dans l'industrie

Action 8 - GEIQ Industrie

Action 9 - Ecole de Production

ACTION 1 - Développer l'attractivité des industriels sur des salons de l'emploi en France ou via des campagnes de presse

Maîtres d'ouvrage de l'action : Brest métropole, Quimper Bretagne Occidentale, CCPL
Partenaires engagés : Pôle Emploi, l'APEC, l'ANDRH, la CCI Métropolitaine Bretagne Ouest Brest, Investir en Finistère, le Technopôle Brest Iroise & la French Tech Brest +, l'Union des entreprises du Finistère, Défis emploi et l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie.

Description des actions :

Brest métropole : Développer l'attractivité des industriels sur des salons de l'emploi

Il s'agit de valoriser les emplois industriels à l'occasion de participation à des salons ciblés de l'emploi, notamment parisiens et nantais (APEC, Mobilité professionnelle...).

Afin de faciliter l'arrivée sur le territoire d'actifs, le réseau des recruteurs est en cours de développement d'une CVthèque Brest Life. Cet outil permet aux personnes rencontrées sur les salons et souhaitant s'installer sur le territoire, de déposer leur CV qui sera accessible aux membres du réseau des recruteurs Brest Life. Les conjoint.es auront également accès à ce dispositif.

Quimper Bretagne Occidentale : Développer l'attractivité des industriels via des campagnes de presse

Partenaires engagés : Brest métropole

Il s'agit de booster la visibilité des entreprises via des campagnes de presse en collaboration avec Finistère 360 et travailler sur le marketing territorial via des marques comme "La Cornouaille nourrit votre inspiration", Brest life et mettre en valeur des industriels.

A développer

Objectifs :

- Développer l'attractivité d'actifs et faciliter ainsi l'implantation des entreprises
- Contribuer au rayonnement des entreprises du territoire

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Brest métropole :

Participation à des salons de l'emploi en France (Paris, Rennes, Nantes....) : 20 K€. La participation aux salons associera notamment des entreprises industrielles.

TOTAL : 20 K€

Quimper Bretagne Occidentale :

A compléter

Haut-Léon communauté :

Participation aux actions de Finistère 360°, projets de campagnes social média sous la marque : entreprendre à l'ouest déclinaison de passezalouest porté par la Région

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Frais de participation aux salons spécialisés de l'emploi
- Frais de webmarketing

Calendrier :

Mise en place progressive depuis 2017

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Brest métropole :

Le Réseau des Recruteurs Brest Life est né en 2017, sous l'impulsion de Brest métropole et de ses partenaires de la Stratégie Métropolitaine de Développement Economique (SMDE). Il a pour objectif prioritaire d'apporter aux employeurs du territoire des solutions concrètes à leurs problématiques de recrutement.

Le réseau compte à ce jour 100 membres (entreprises, cabinets de recrutement, organismes publics, réseaux professionnels et écoles et universités). L'adhésion est gratuite et ouverte à l'ensemble des employeurs privés et publics du bassin d'emploi de Brest qui souhaitent dynamiser leurs recrutements, en valorisant les atouts de la "Brest Life" qui associent travail et qualité de vie.

Outre les rencontres régulières, le réseau met à disposition des recruteurs du territoire des outils pratiques comme la circulation de CV de conjoint.es au sein de ses membres, la promotion des offres d'emploi, via le compte LinkedIn Brest Life, le pack d'accueil des nouveaux arrivants, réservé aux nouveaux salariés domiciliés hors du Pays de Brest avant embauche.

Quimper Bretagne Occidentale :

A compléter

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de participation à des salons
- Nombre d'entreprises mobilisées
- Nombre de candidats reçus

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 2 - L'INDUSTRIE RECRUTE

Maitre d'ouvrage de l'action : l'UIMM Bretagne,

Partenaires engagés : Les entreprises industrielles, CCPLD, Pole emploi, Missions locales, ACTIFE, Cap emploi, AJE 29, l'UIMM Pôle Formation – Bretagne, l'AFPA,

Description des actions :

L'UIMM Finistère :

L'objectif est de permettre aux entreprises de trouver du personnel pour répondre à leurs besoins. Cette action prend le relais de METALJOB qui visait la mise en relation des entreprises avec des candidats déjà formés ou sortant de formation.

La nouveauté du dispositif « L'Industrie Recrute en Bretagne » lancé fin 2019, réside dans l'accompagnement de demandeurs d'emploi sans lien avec l'Industrie pour leur faire découvrir la métallurgie à travers des ateliers sectoriels et une entrée en formation. L'Industrie recrute en Bretagne est porté par un partenariat fort entre l'UIMM et Pôle Emploi avec le soutien du Conseil Régional de Bretagne.

Chaque mois des actions récurrentes sont mis en place afin de permettre aux demandeurs d'emplois de découvrir les métiers de l'Industrie et les parcours de formation pouvant menés à ces emplois.

Ces RDV se font à travers les Mardis de l'Industrie (chaque 1^{er} mardi de chaque mois à Brest) et les Mardis de l'Industrie (chaque 1^{er} vendredi de chaque mois à Quimper).

Les candidats découvrent les métiers grâce l'intervention de la chargée de mission L'Industrie Recrute en Bretagne et visitent ensuite les plateaux techniques de 3 centres de formation (Brest : Pôle formation UIMM – GRETA – AFPA) et à Quimper (Pôle Formation UIMM – CLPS – GRETA).

L'UIMM a également créé un outil national d'aide à la recherche d'emploi et de candidats (Job board) dénommée « lindustrie-recrute.fr » qui réunit de manière beaucoup plus fonctionnelle les sites « *metalemploi.org* » et « *les-industries-technologiques.fr* » permettant aux entreprises adhérentes :

- De créer une fiche de communication et de positionnement de leurs offres d'emploi,
- D'accéder à des fiches descriptives de métiers,
- Permettre aux candidats de postuler aux offres ou de déposer des CV soit pour un emploi, soit pour une alternance, soit pour un stage (<https://www.lindustrie-recrute.fr/>).

L'enquête « Besoin de Main d'œuvre » 2019 dans le Finistère, réalisée par Pôle Emploi, identifiait toujours des intentions d'embauche au sein de la branche.

Parmi le secteur industriel :

- La métallurgie (3e position),
- L'électrique et électronique (6e position),
- Le matériel de transport (7e position) avec des niveaux de tension significatifs.

Pour CCPLD :

Par ailleurs, à l'échelle de la CCPLD, un travail collaboratif a été engagé depuis la fin de l'année 2018 engageant des entreprises notamment industrielles (entreprises qui concentrent les plus grandes difficultés de recrutement à l'échelle du territoire), les partenaires de l'emploi et de la formation afin de travailler sur des pistes d'amélioration entre les besoins de recrutement des entreprises, les demandeurs d'emploi et les personnes en formation.

Ce travail a débouché sur deux actions concrètes en 2019, actions qui ont vocation à être pérenniser :

- Une session d'information pour les entreprises (entreprises industrielles majoritairement) sur les dispositifs de recrutement mis en place par les acteurs de l'emploi
- Les portes ouvertes de l'industrie pour les collégiens/lycéens où des visites d'entreprises ont été réalisées et des temps de sensibilisation des jeunes et des familles ont été effectués.

Diagnostic de la situation :

L'existence de tensions persistantes sur l'emploi dans les secteurs industriels, et plus particulièrement dans les PME, de difficultés à trouver des candidats dotés des compétences requises pour occuper un emploi ou volontaires pour entrer en formation qualifiante, est une réalité qui freine le développement de l'industrie.

Les difficultés à trouver sur le marché du travail des candidats dotés des compétences requises pour occuper des emplois industriels peuvent conduire des entreprises à refuser des commandes, qui partent vers des concurrents étrangers, voire à délocaliser certaines de leurs activités.

Fort de ce constat, en fin d'année 2015, l'UIMM Bretagne et Pôle emploi Bretagne ont signé une convention régionale de partenariat ayant pour objectif de répondre avec réactivité et pragmatisme aux besoins de recrutement des entreprises de la métallurgie, lesquelles proposent de nombreux postes mais éprouvent des difficultés à les pourvoir. La mise en œuvre du dispositif « Métal Job » a permis de densifier le maillage et l'interaction des deux réseaux régionaux Pôle emploi et UIMM. Ce dispositif a pris fin le 31 décembre 2018. En septembre 2019, le dispositif « L'Industrie recrute en Bretagne » a pris le relais.

L'objectif est toujours de permettre aux entreprises de trouver du personnel pour répondre à leurs besoins. La nouveauté réside dans l'accompagnement de demandeurs d'emploi sans lien avec l'Industrie pour leur faire découvrir la métallurgie à travers des ateliers sectoriels et une entrée en formation.

Quatre chargées de mission ont été recrutées en Bretagne pour mettre en œuvre ce nouveau dispositif.

Objectifs :

- Mettre en œuvre des actions et projets permettant de dynamiser l'emploi et attirer les compétences dont ont besoin les employeurs de la pointe bretonne,
 - Organiser des réunions de sensibilisation
-

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Pour l'UIMM Finistère :

- Support de communication (5 K€/an)

Pour CCPLD :

- Organisation événement, rencontre, ... + support de communication (5 K€/an)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

L'UIMM Finistère :

- Frais d'organisation d'événements (affiches, transport par cars),
- Campagne de communication (création, multi supports)

CCPLD :

- Frais d'organisation d'événements
- CCPLD Frais de support de communication

Calendrier :

L'UIMM Finistère :

Depuis 2014 - Opération de promotion de l'industrie via « les mardis et les vendredis de l'industrie », opération ayant succédé au dispositif Métal job.

CCPLD :

- Événement annuel

D'ici la fin d'année 2020 : définition d'un calendrier de participation à des salons

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Actions de promotions de l'industrie : les « mardis » et « vendredi de l'industrie »
- Accompagnement des entreprises pour des embauches directes
- Depuis 2016 mise en place d'ateliers sectoriels dans les 11 agences de Pole-Emploi sur les bassins d'emploi de Brest et Quimper. Des ateliers complémentaires seront mis en place sur les autres bassins d'emploi.

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'ateliers sectoriels
- Nombre de visites de plateaux techniques
- Nombre d'entretiens de positionnement
- Nombre de participations aux salons emploi

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 3 - L'accompagnement du conjoint

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest métropole, Morlaix Communauté, Quimper Bretagne Occidentale

Partenaires engagés : Pôle Emploi, l'APEC, l'ANDRH, la CCI Métropolitaine Bretagne Ouest, Investir en Finistère, le Technopôle Brest Iroise & la French Tech Brest +, l'Union des entreprises du Finistère, Défis emploi et l'UIMM 29.

Description des actions :

Dans le cadre de la démarche territoire d'industrie, il est convenu de mettre en place un nouveau dispositif de relais des CV des conjoint.es à l'échelle de la pointe Bretonne. Ce dispositif permettra de porter à connaissance des employeurs (privé/public) des différents bassins d'emploi les CV des conjoint.es nouvellement arrivés afin de favoriser l'insertion et l'ancrage de ce public sur le territoire.

Objectifs :

- Mettre en œuvre des actions et projets permettant de dynamiser l'emploi et attirer les compétences dont ont besoin les employeurs de la pointe bretonne,
- Faciliter l'attractivité et l'installation d'actifs sur le territoire y compris les accompagnant.es

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Dispositif d'accompagnement du conjoint (10 K€)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Aucun.

Calendrier :

- Mise en place progressive durant l'année 2021

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Actions déjà existantes

Brest métropole : le réseau des recruteurs Brest Life

Afin de faciliter l'arrivée sur le territoire d'actifs et notamment des conjoint.es, le réseau des recruteurs Brest life a développé un outil de circulation des CV de conjoint et est en cours de développement d'une CVthèque Brest Life. Cet outil permet aux personnes, souhaitant s'installer sur le territoire, de déposer leur CV qui sera accessible aux membres du réseau des recruteurs Brest Life. Les conjoint.es auront également accès à ce dispositif. Le dispositif de circulation de CV mis en place depuis 2017 a permis de diffuser entre 20 et 30 CV de conjoints par an. La mise en place de la CV thèque Brest Life permettra d'amplifier le dispositif.

Quimper communauté : jobconjoint.bzh

Partenaires engagés : A définir

Sur le Territoire de Quimper, l'objectif poursuivi par la plateforme JOBCONJOINTS.BZH est donc d'apporter une solution innovante en faveur de l'accompagnement à l'insertion professionnelle des conjoints sur le territoire.

Le fonctionnement du site repose sur la mise en réseau des profils des conjoints, (suite au parrainage de l'entreprise) et sur la mise en ligne des offres d'emploi par les entreprises. Les enjeux communs aux territoires de Vannes, Lorient et Quimper ont conduit à la mutualisation de ce premier outil à l'échelle de la Bretagne Sud

- Le dispositif fonctionne depuis plus 3 ans. Le fonctionnement du site repose sur la mise en réseau des profils des conjoints, (suite au parrainage de l'entreprise) et sur la mise en ligne des offres d'emploi par les entreprises.
- Les enjeux communs aux territoires de Vannes, Lorient et Quimper ont conduit à la mutualisation de ce premier outil à l'échelle de la Bretagne Sud

Morlaix Communauté : A compléter

Partenaires engagés : A compléter

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de CV de conjoints diffusés sur l'ensemble du territoire
- Nombre d'abonnés au compte LinkedIn (Brest Life, Morlaix des possibles...)
- Nombre d'entreprises adhérentes à JOBCONJOINTS.BZH, au réseau des recruteurs.
- Nombre d'offres d'emplois,
- Nombre de candidats parrainés.

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 4 – Job-dating emploi inter industries

Maitre d'ouvrage de l'action : UIMM 29

Partenaires engagés : Les entreprises industrielles, Pole emploi, Missions locales, Cap emploi, Actife, le GEIQ Industrie, les écoles partenaires de l'UIMM 29, le Pôle Formation – UIMM Bretagne, Brest métropole, Morlaix Communauté, Quimper Bretagne Occidentale

Description des actions :

L'un des enjeux majeurs pour les entreprises industrielles est de recruter des profils adaptés à leurs besoins. Les entreprises recrutent toujours dans les métiers traditionnels (mécaniciens, techniciens de maintenance, soudeurs, usineurs, chaudronniers, ...) mais les nouvelles technologies renouvellent profondément les processus de travail et de production.

De nouveaux métiers apparaissent également (data scientist, technicien imprimante 3D, programmeur industriel, roboticien, expert en ingénierie virtuelle ...).

Malgré la crise de la COVID-19, chaque semaine, c'est plus de 150 besoins en recrutement qui sont recensés pour les seules entreprises de la Métallurgie sur le Département. Pour augmenter la visibilité des besoins en recrutement des entreprises auprès des candidats, la démarche Territoire d'industrie consiste à développer des actions communes visant à attirer, recruter les collaborateurs des entreprises industrielles de la pointe bretonne.

Un cycle de job dating est ainsi mis en place avec un visuel « charté » garantissant la même égalité de visibilité pour les entreprises participantes quelles que soient leurs tailles.

Objectifs :

- Mettre en œuvre des actions et projets permettant de dynamiser l'emploi inter industriel et attirer les compétences dont ont besoin les employeurs
 - Proposer aux candidats un recrutement direct complémentaire des applications mobiles et job-board habituels.
 - Favoriser la diversité des profils et le nombre de candidats.
 - Enchaîner les face-à-face et présélectionner les candidats correspondant à l'ADN de l'entreprise et à ses attentes en termes de personnalité, pour les revoir pour un second entretien plus long.
-

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Job dating emploi inter-industries (90 k€)
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien financier à la réalisation des actions développées
-

Calendrier :

Mise en place progressive durant l'année 2020-2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Réalisés en 2020

- Job dating UIMM 29 Alternance le 30 juin 2020 – Brest aux Ateliers des Capucins
- Job dating UIMM29 Alternance-Emploi le 8 octobre 2020 – Brest aux Ateliers des Capucins
- FORUM TERRE D'ENTREPRISE le 5 novembre 2020 – Quimper au Centre des Congrès du chapeau rouge (reporté)

Programmés en 2021 présentiel

- Job dating UIMM 29 Alternance-Emploi le 20 mai 2021 – Brest aux Ateliers des Capucins
 - Job dating UIMM29 Alternance-Emploi le 27 mai 2021 – Quimper au Centre des Congrès du chapeau rouge
 - Job dating UIMM 29 Alternance- Emploi le 14 octobre – Landivisiau (format afterwork)
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de job dating
 - Nombre d'entreprises présentes : via les inscriptions
 - Nombre de visiteurs
 - Les profils des candidats
 - Nombre de personnes ayant trouvé un emploi (CDI ou CDD)
 - Une enquête de satisfaction auprès des entreprises, après le job dating
-

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 5 – L’alternance, une voie d'excellence pour l'accès des jeunes aux métiers de l'industrie

Maitre d’ouvrage de l’action : UIMM 29

Partenaires engagés : Les entreprises industrielles, GEIQ Industrie, les écoles partenaires de l’UIMM 29 (ENIB, ENSTA Bretagne, ISEN, IMT Atlantique, l’UBO, l’IUT de Brest-Morlaix), le Pôle Formation – UIMM Bretagne, Brest métropole, Morlaix Communauté, Quimper Bretagne Occidentale

Description des actions :

L’alternance cumule de nombreux atouts ce qui en fait une voie de formation privilégiée par les entreprises.

Leur implication garantit une adéquation des cursus de formation au plus près des besoins en compétences, actuels et futurs, de l’industrie. Elle permet aux futurs salariés d’acquérir les savoirs et compétences utiles pour exercer leur premier métier, d’être rapidement opérationnels.

Pour augmenter la visibilité des besoins en alternance des entreprises auprès des candidats, la démarche Territoire d’industrie consiste à s’appuyer sur les différents acteurs pour :

- Favoriser le recrutement des jeunes dans les filières professionnelles,
- Leur donner envie de s’investir dans les métiers de l’industrie en s’appuyant sur des événements positifs afin de mettre en avant le potentiel de l’industrie (innovation, développement durable...).

Un certain nombre d’actions, de réunions d’information et de promotion sont mises en place suivant les besoins des entreprises.

Objectifs :

- Interventions sur demande dans les collèges et lycées pour faire de l’information métiers (Présentation des secteurs industriels locaux, information sur les attentes et les besoins en main d’œuvre du secteur industriel en Finistère, visionnage de vidéos présentant les métiers en tension, 4 jeux Escape Game, data sourcing)
 - Actions de promotion de l’alternance auprès des entreprises en ciblant celles qui n’y ont pas recours, en particulier les TPE et PME, notamment grâce aux actions du GEIQ industrie, dispositif adapté aux problématiques des petites et moyennes entreprises
 - Actions auprès des prescripteurs de l’emploi pour promouvoir l’alternance auprès des personnes en charge de l’orientation des jeunes
 - Entre 2 et 3 Job dating pour l’alternance
 - Communication sur les réseaux sociaux (FB, Twitter, LINKEDIN)
-

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Réunions-interventions de sensibilisation (40 K€)
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien financier à la réalisation des actions développées (ex : transport par car et prise en charge des intervenants, ...).

Calendrier :

- Depuis 2014 et évolution des actions au fil des années

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Constitution d'un fichier prescripteurs en cours de réalisation
Job dating programmés sur 2021
- Job dating UIMM 29 Alternance-Emploi le 20 mai 2021 – Brest aux Ateliers des Capucins
- Job dating UIMM29 Alternance-Emploi le 27 mai 2021 – Quimper aux Centre des Congrès du chapeau rouge
- Job dating UIMM 29 Alternance- Emploi le 14 octobre – Landivisiau (format afterwork)

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'interventions en collège-lycée
- Nombre de réunions présentant les métiers industriels aux prescripteurs et chargés d'orientation
- Nombre de job dating
 - Nombre d'entreprises présentes : via les inscriptions
 - Nombre de visiteurs
- Une enquête de satisfaction auprès des entreprises après le job dating ou des prescripteurs

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 6 – L'industrie fait son show

Maitre d'ouvrage de l'action : UIMM 29

Partenaires engagés : les entreprises industrielles, Rectorat, les Directeurs/trices des Collèges et lycées du Finistère, Brest métropole, CCHC, CC Morlaix/Landivisiau, Quimper Bretagne Occidentale, le Pôle Formation – UIMM Bretagne, CCIMBO

Description des actions :

La semaine de l'industrie est un événement annuel destiné à sensibiliser les élèves au secteur industriel et à ses métiers. Des milliers d'événements sont organisés en France à cette occasion pour promouvoir l'industrie et ses métiers.

En 2019, l'UIMM29 avait proposé aux élèves de 4ème, 3ème et 2de de venir découvrir à l'occasion d'une grande exposition, les produits fabriqués par les entreprises industrielles à Brest aux ateliers des Capucins. Fort du succès de l'opération, l'UIMM29 propose aux établissements scolaires de participer à un festival du film de l'Industrie « L'Industrie fait son show ! ». Il s'agira d'une grande opération de communication pour les collégiens et lycéens du département.

Seront invités 1000 collégiens et lycéens à venir visionner des films réalisés par les entreprises de la Métallurgie du Finistère. Les jeunes seront amenés à voter pour celui qui aura leur préférence en fonction de catégories préétablies.

Les projections de films/vidéos seront présentées sur les bassins d'emploi Brest-Morlaix-Quimper.

Compte-tenu du contexte de lutte contre l'expansion du covid-19 sur le territoire français, la Semaine de l'Industrie a été une première fois repoussée à l'automne 2020, puis au mois de novembre 2021.

Pour la 1ère fois, « *l'Industrie fait son show* » sera présentée aux jeunes. L'évènement sera organisé en deux temps. Des élèves seront partagés en 2 groupes.

- Les premiers élèves des établissements scolaires du Finistère participeront à la projection des films. A l'issue de la diffusion, un vote par catégorie sera mis en place
- Pendant ce temps, à Brest, d'autres élèves visiteront le Campus des Industries Navales (CINAV) qui présentera en réalité virtuelle les métiers et les formations permettant d'y accéder et sur les autres étapes (Quimper et Morlaix) ils feront un espace game.

Une cérémonie de remise des prix suivra à l'issue de la semaine et les lauréats seront récompensés par des trophées réalisés par les apprentis du Pôle FORMATION – UIMM Bretagne.

La clôture officielle de cette opération sur l'attractivité des entreprises industrielles du territoire se fera en présence des entreprises, des élus et des chefs d'établissements scolaires ayant participé à l'évènement. Les prix seront remis par une personnalité du monde industriel.

Diagnostic de la situation :

Depuis sa création en 2011, la Semaine de l'industrie a vocation de mettre l'industrie française, son écosystème et ses innovations en valeur. Elle est pilotée au niveau national par le ministère de l'Économie et des Finances via la Direction générale des entreprises (DGE). Elle se fait en partenariat avec de nombreuses entreprises et institutions comme Bpifrance et France Industrie.

Un outil multimédia, le « Kit métiers » a été créé pour permettre aux prescripteurs, au contact des jeunes et des chômeurs, dans un grand nombre d'organismes (missions locales, Pôle Emploi, CIO, etc.) d'informer et de communiquer de façon autonome auprès de leurs publics sur les métiers, formations et emplois de l'industrie, en s'appuyant sur des données locales fiables, concrètes et remises périodiquement à jour.

Plus que jamais, les entreprises doivent rester mobilisées sur la nécessité de conserver les compétences, faire connaître leurs activités et leurs métiers.

Objectifs :

Cette action s'inscrit dans le cadre du parcours de découverte de l'Industrie permettant aux élèves visés de découvrir la diversité des activités industrielles et de découvrir les sites industriels « virtuellement ».

L'événement « *L'Industrie fait son show* » permet en outre de :

- Mettre en valeur les métiers, les activités du monde industriel pour les jeunes, futurs acteurs du monde économique de demain par la projection de vidéos sélectionnées, représentatives du Territoire d'industrie Brest-Morlaix-Quimper.
- Faire de l'industrie un lieu de choix pour les jeunes en travaillant sur le frein principal à l'attractivité de l'industrie : une perception encore négative des conditions et de l'environnement de travail, et en valorisant les bonnes pratiques grâce aux témoignages de chefs d'entreprise, salariés, et apprentis.
- Mettre en avant la mixité des métiers dans l'industrie.
- Promouvoir les emplois à pourvoir au sein des entreprises et en lien avec les territoires (ex. vidéos de promotion, comme « Viens dans ma boîte » du Pays de Morlaix en favorisant l'intervention des salariés des entreprises plutôt que des chefs d'entreprise).
- Parler positivement de l'industrie du 21^e siècle.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Communication : 40 K€
 - Location de salle : 20 K€
 - Films promotionnels réalisés par un professionnel : 90 K€
 - Frais de réception : 10 K€
 - Location de matériel : 20 K€
 - Animateur (Youtubeur) : 20 K€
 - Transport des collégiens/lycéens : 18 K€
- TOTAL : 218 K€
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Financement de la communication de l'opération
- Soutien des partenaires (relais de communication, etc)
- Soutien financier à la réalisation des actions développées (Réalisation de films par des professionnels, transport par car et prise en charge des intervenants).

Calendrier :

Date le cadre de la semaine de l'Industrie au nationale 2021-2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Présentation du projet au rectorat pour envoi aux lycées et collèges publics et privés
- Salles à réserver
- Sensibiliser des Directeurs d'établissement
- Mobilisations des entreprises
- Sélection des films

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Mobilisation de 2000 jeunes sur 2 ans
- Mobilisation de 40 entreprises sur 2 ans
- Rayonnement territorial du dynamisme des entreprises finistériennes sur les médias (presse, RS)

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 7 – Favoriser la mixité dans l'enseignement supérieur dans l'industrie

Maitre d'ouvrage de l'action : UIMM 29

Partenaires engagés : les entreprises industrielles, l'ENIB, l'ENSTA Bretagne, l'ISEN, le Rectorat, l'IMT Atlantique, Elles bougent.

Description des actions :

Les femmes sont encore trop peu nombreuses à poursuivre leurs études supérieures dans une filière scientifique. En effet, alors qu'elles représentent 50 % des effectifs dans ces filières au lycée, elles sont seulement 20 % à s'orienter vers une Ecole d'ingénieurs.

L'UIMM Finistère en partenariat avec 4 Ecoles d'Ingénieurs : l'ENIB, l'ENSTA Bretagne et l'ISEN et l'IMT Atlantique reçoivent les jeunes filles de 1ère S et STI des lycées finistériens dans le cadre de l'opération 100 Femmes 100 Métiers. Cette opération est destinée à promouvoir les secteurs professionnels où les femmes demeurent minoritaires.

Durant 2 heures, les jeunes filles découvrent à travers des tables-rondes, ou des témoignages, la vie et les aspirations d'élèves-ingénieures ainsi que l'activité de doctorantes. Ces lycéennes partagent le retour d'expérience de salariées en poste dans des entreprises.

La rencontre s'achève par la visite de l'école pour mieux appréhender les lieux et son organisation

Diagnostic de la situation :

Faire connaître l'industrie, en particulier aux jeunes, et leur présenter les possibilités d'emploi et de carrière dans l'industrie, constitue depuis les années un objectif essentiel. Les femmes représentent un peu plus de 50 % des français. Les entreprises, ont besoin de se nourrir de toutes les intelligences, de toutes les compétences, et à tous les niveaux.

On le sait, l'industrie n'est pas le secteur de l'économie qui, historiquement, a attiré le plus les talents féminins, ce qui explique un taux d'emploi d'environ 22 % (en légère progression ces dernières années).

Dans les années 2000, sous le label « IndustriElles », plusieurs campagnes de sensibilisation, notamment dans les établissements scolaires et à l'université, ont été mises en place pour combattre le préjugé que l'industrie est un monde réservé aux hommes et faire savoir aux femmes que tous les métiers industriels leur sont ouverts.

Un partenariat a été conclu et renouvelé à plusieurs reprises entre le ministère de l'Éducation nationale et l'UIMM (d'abord en décembre 2000, puis en décembre 2006, enfin en avril 2015) afin de développer des actions communes en matière d'orientation et de découverte des métiers et du monde industriel.

La démarche de Territoire d'industrie est de renforcer l'attractivité de l'industrie et de ses métiers auprès des élèves, et plus spécifiquement auprès des jeunes filles.

Objectifs :

- Valoriser l'attractivité des filières scientifiques et techniques auprès du public féminin.
- Inciter les jeunes femmes à poursuivre leurs études supérieures dans une filière scientifique.
- Rendre visible aux jeunes filles des parcours professionnels riches et les nombreuses opportunités et carrières professionnelles qui leur sont ouvertes après un diplôme d'ingénieur.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Communication (5 K€)
- Location transport sur le territoire (5 K€)

TOTAL : 10 K€

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Création graphique – impression
- Relais sur les réseaux de communication par les partenaires
- Achat de goodies

Calendrier :

Date le cadre de la semaine de l'Industrie au nationale

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Etablissements inscrits – en attente
- Répartition des visites par écoles – à organiser
- Confirmation de la participation de femmes ingénieures pour témoigner – en attente

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Taux de féminisation des femmes dans les filières d'enseignement scientifique.

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 8 – GEIQ INDUSTRIE 29

Maitre d'ouvrage de l'action : GEIQ INDUSTRIE 29

Partenaires engagés : UIMM 29, les entreprises industrielles, Pole emploi, Missions locales, ACTIFE, Cap emploi, AJE 29, l'UIMM Pôle Formation – Bretagne, l'AFPA

Description des actions :

Un GEIQ est un collectif d'entreprises, piloté par ses adhérents, qui organise des parcours d'insertion et de qualification. Ainsi, les entreprises prennent part au projet associatif du GEIQ et parient sur le potentiel de candidats pour résoudre leurs problématiques de recrutement.

Porté par ses entreprises adhérentes, sur un territoire, chaque GEIQ met à leur disposition des salariés pour des parcours allant de 6 à 24 mois. Chaque parcours vise une qualification (généralement de 1er niveau), et permet au salarié d'acquérir des savoir-faire inhérents à son poste, dans un cadre sécurisant et motivant, propice à développer leurs savoir-faire. A l'issue de cette période d'accompagnement et de mise à disposition, les entreprises ont la possibilité d'embaucher directement le salarié.

Les adhérents mutualisent ainsi un outil de recrutement, de qualification et d'accompagnement de leurs futurs collaborateurs.

Le rôle du GEIQ ne s'arrête pas à la simple mise à disposition d'un salarié au sein d'une entreprise adhérente. Un réel suivi est engagé auprès des salariés tout au long du parcours :

- Suivi de l'acquisition de compétences,
- Renforcement du lien avec le tuteur,
- Intégration dans l'entreprise...

Le salarié bénéficie également d'un accompagnement social afin de lever les freins périphériques à l'emploi : problèmes juridiques, problèmes sociaux, problèmes liés à la vie quotidienne tel que la recherche de logement, la mobilité (dont le passage du permis de conduire).

Le GEIQ organise donc des parcours d'inclusion économique adaptés aux besoins des salariés et des entreprises adhérentes en favorisant l'insertion et la qualification de publics éloignés de l'emploi.

Diagnostic de la situation :

Après une année 2019 difficile en termes d'organisation et une année 2020 marquée par le confinement lié à la crise pandémique, le GEIQ Industrie 29 est un acteur incontournable pour accompagner les entreprises industrielles du département dans leurs recrutements et pour aider les candidats soucieux de se réorienter vers les métiers industriels.

Aussi, malgré la situation liée à la crise de la COVID-19, le GEIQ Industrie 29 a décidé de recruter une Directrice adjointe et un chargé de mission en octobre 2020 dans le but de relancer l'activité et de faire preuve de réactivité auprès des entreprises et des demandeurs d'emploi dans le contexte actuel.

Les actions mises en place par les deux permanents commencent à porter leurs fruits. Le GEIQ Industrie compte à date :

- 8 contrats en alternances
- Des projets de recrutement sont à l'étude pour 4 entreprises actuellement sur les postes suivants : soudeur, polisseur, monteur-régleur, conducteur de ligne.

Il s'agit de développer des outils de communication innovants pour promouvoir l'activité auprès des différents acteurs et interlocuteurs : entreprises, prescripteurs, candidats, organismes de formation.

L'un des enjeux majeurs pour le GEIQ industrie 29 est de renforcer sa visibilité et d'apparaître comme une structure incontournable pour l'insertion et le recrutement des compétences de demain.

Objectifs :

- Favoriser la diversité, dans les entreprises comme un facteur d'égalité et de cohésion sociale, mais aussi d'innovation et de performance : la RSE
- Etre présent sur des événements dédiés à l'emploi et au recrutement
- Développer une politique de communication permettant de valoriser les actions et les missions du GEIQ Industrie 29 en adaptant les outils aux différents destinataires (ex : LinkedIn, Facebook, Roll up, flyers, goodies)
- Aider les entreprises à recruter des profils sur les métiers en tension
- Accompagner les demandeurs d'emploi à se (ré)orienter vers les métiers industriels par la voie de l'alternance
- Renforcer la coopération avec les prescripteurs de l'emploi par mise en place de réunions de présentation et création d'une newsletter

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Communication : 20 K€
- Location de salle : 5 K€
- Films promotionnels réalisés par un professionnel : 15 K€
- Frais de réception : 2 K€

TOTAL : 42 K€

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Financement des différents outils et supports de communication (Publicité presse, RS, etc.)
- Location de salle, stand lors des forums.

Calendrier :

2021-2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

La nouvelle équipe est en place depuis le mois d'octobre 2020

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'entreprises contactées (contacts tel, rdv...)
- Nombre de contacts prescripteurs
- Nombre de candidats rencontrés
- Nombre de contrats signés
- Nombre de participation à des évènements
- Nombre de newsletter

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

PROJET

ACTION 9 – ECOLE DE PRODUCTION

Maitre d'ouvrage de l'action : POLE FORMATION – UIMM Bretagne

Partenaires engagés : UIMM29, Conseil Régional, Quimper Bretagne Occidentale, DIRECCTE, Préfecture, Rectorat

Description des actions :

L'école de production est une des voies possibles parmi les dispositifs actuels de formation des jeunes. Elles permettent d'apprendre en produisant et sans devoir alterner entre l'école et l'entreprise. L'élève-apprenti reste au sein de l'établissement pour la formation pratique et théorique. C'est un apprentissage intégré.

L'école de production est une bonne alternative au lycée professionnel et à l'apprentissage. Cette 3e voie s'efforce de concilier les avantages des deux premières : l'élève apprenti répond à de vrais commandes pour des clients (particuliers ou professionnels) et les deux tiers du temps sont consacrés à la formation professionnelle et seulement un tiers à l'enseignement est théorique.

Ces écoles se montrent efficaces en termes d'insertion des jeunes dans la vie sociale et professionnelle, notamment ceux qui sont en difficulté dans le système traditionnel. Elles contribuent ainsi à la lutte contre le décrochage scolaire (dès 15 ans) et contre le chômage des jeunes (qualification et insertion). Pour ces jeunes en difficulté scolaire, l'immersion dans la vie économique et le rapport au client, leur apportera une maturité et confiance en soi.

Le site du Pôle Formation de Quimper déploie une activité en formation industrielle (maintenance, usinage, travail des métaux, conduite de lignes automatisées, mécanique, électrotechnique, installation réseaux télécommunication...). Les publics formés sont principalement des salariés, demandeurs d'emploi et apprentis. Le site compte 15 salariés dans un bâtiment de 1400 m² équipé de plateaux techniques et salles de cours sur un terrain d'un ha.

L'accueil d'un nouveau public permettra d'offrir la possibilité pour certains jeunes qui le souhaiteraient de poursuivre un parcours de formation par la voie de l'apprentissage à l'issue de leurs parcours de formation.

Le Pôle formation à Quimper dispose d'une expérience dans l'accueil de publics en difficulté avec le système éducatif traditionnel avec des dispositifs de formation pré apprentissage pour jeunes adultes. De la même manière pour les mineurs, l'école de production met en avant l'intelligence pratique de jeunes en rupture scolaire pour les insérer dans le monde de l'entreprise et du travail.

Cette double complémentarité (Pré apprentissage et école de production) permettra également de répondre aux besoins d'entreprises dans la filière du travail des métaux.

En s'appuyant sur le Pole Formation de Quimper, la volonté de développer un atelier de production nécessite la construction d'espaces de travail en atelier afin de placer l'élève-« apprenti » dans les conditions réelles d'une entreprise. L'aspect technique a une dimension très forte dans ce projet.

Pour réussir cet objectif, il sera nécessaire de construire un bâtiment à côté de celui du CFA sur un même plateau technique, des équipements mais également des salles de cours pour favoriser les projets pluritechnologiques et associer la pratique à la théorie. Il sera nécessaire de mettre en place un plateau technique d'une surface d'environ 1000 m² intégrant des machines industrielles

Les métiers déployés dans l'atelier de production seraient le travail des métaux : métallerie, soudage, chaudronnerie.

Diagnostic de la situation :

Le Pôle Formation – UIMM Bretagne, fort d'une expérience de 30 ans dans la formation par apprentissage fait le constat suivant : tous les jeunes ne sont pas prêts à intégrer une entreprise et une formation exigeante où la théorie est majoritaire. Les freins à l'apprentissage sont nombreux :

- Malgré l'assouplissement de la réglementation, les entreprises restent réticentes à intégrer des mineurs en raison de la législation sur les machines dangereuses
- Les industries sont éloignées des centres villes et les mineurs ont une mobilité limitée.
- Les savoirs comportementaux, l'intégration dans l'entreprise passent par la maîtrise des codes sociaux et certains jeunes ne les ont pas, a priori.
- Le premier niveau de qualification pour intégrer une industrie reste souvent un bac professionnel.

Objectifs :

Créer une école de production et la faire labelliser par la Fédération Nationale des Ecoles de Production (FNEP).

- Former des jeunes sur un CAP dans un métier industriel (métallurgie ou électricité) et les préparer à l'exercice d'un métier et à l'intégration à la vie professionnelle vers l'emploi ou vers la continuation des études en BAC PRO par apprentissage.
- Une pédagogie partant de la pratique pour aller à la théorie : « faire pour apprendre ».
- Associer pratique et théorie au même endroit : les mêmes formateurs pour les matières professionnelles, avec un lien étroit entre ceux-ci et les formateurs des matières générales.
- Un nombre important d'heures de formation en situation de production, au minimum 60 % de l'horaire total.
- Un volume significatif de production (produits et services), destiné à la vente dans les conditions réelles de marché.
- Une école ouverte à tous les élèves, dès 14 ans qui manifestent de l'intérêt pour une formation professionnelle, avec un accompagnement individualisé et personnalisé.
- Une approche pédagogique clairement éducative, et pas seulement professionnelle, formalisée dans un projet écrit et structuré.
- Un comité de pilotage spécifique qui garantit la spécificité d'école de production et il comprend notamment des professionnels des métiers enseignés.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Pour réaliser ce projet,

- | | |
|--|--------|
| ▪ Construction du bâtiment Ecole de production (environ 1000 m ²) : | 1,2 M€ |
| ▪ Equipement de l'Ecole de production (Equipements Industriels de Métallerie / soudage / chaudronnerie : | 560 K€ |
| TOTAL : Coût prévisionnel du projet | 1,8 M€ |

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Investissement construction bâtiments et équipements industriels et pédagogiques de 1000 m² intégrant des machines industrielles, quasi exclusivement réservés aux élèves-apprentis de l'école de production (2/3 du temps consacré à la réalisation de commandes aux conditions du marché pour de vrais clients, industriels ou particuliers) et 2 salles de cours pour favoriser les projets pluritechnologiques et associer la pratique à la théorie.



Calendrier :

- Etude de faisabilité/préprogramme : Janvier à Mai 2021
- Arbitrage du projet/validation des cofinancements : Juillet 2021
- Phase construction : Nove 2021 à sept. 2022
- Livraison-installation des équipements : Octobre 2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Etude des besoins de surface en cours
- Recherche de Co financeurs potentiels

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de jeunes accueillis en Ecole de production : 8 à 10 /année (2 classes)
1^{er} et 2^{ème} année CAP Métallier serrurier
- Taux de réussite aux examens : 90 %
- Poursuite d'études en apprentissage : 50 % minimum

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ENJEU 2 : l'attractivité de la pointe bretonne : terre d'industrie, terre d'entrepreneuriat

Diagnostic de la situation

La démarche de Territoire d'industrie doit rendre plus visible l'attractivité et le dynamisme du territoire pour attirer et inciter les entreprises industrielles à s'implanter à la pointe bretonne.

4 grandes actions sont engagées en ce sens :

- Action 10 Développer l'attractivité industrielles à la pointe bretonne
- Action 11 Contribuer à l'essor des écosystèmes industriels par le développement d'espace de travail partagés (Pépinières, incubateurs, tiers lieux, espaces de coworking...)
- Action 12 Soutenir la mobilité des salariés des sites d'activités à dominante industrielle
- Action 13 Valoriser les conditions d'emploi dans les entreprises industrielles

ACTION 10 – Développer l'attractivité industrielle à la pointe bretonne

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest Métropole, CCIMBO, l'UIMM Finistère
Partenaires engagés :

Description de l'action :

Participation commune au salon de la relocalisation industrielle du grand ouest afin de faire connaître aux visiteurs, exposants, les atouts d'une installation en Finistère (localisation, environnement et tissu économique, dynamique d'accompagnement, aides et financement, marché etc.), contribuant au rayonnement du territoire.

Diagnostic de la situation :

Pour relancer l'économie fragilisée par la crise du Covid-19 et préparer l'avenir, le ministère de l'Économie souhaite renouer avec la souveraineté industrielle en investissant dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

Produire en France apparaît aujourd'hui comme un besoin essentiel, notamment pour gagner en indépendance vis à vis des marchés mondiaux.

Les relocalisations sont au cœur du plan de relance français de 100 milliards d'euros présenté par le gouvernement Castex. Ce plan, qui sera adossé au budget de l'État pour 2021, comprend ainsi un volet de 1 milliard d'euros pour faciliter les relocalisations et proposer des offres attractives sur le marché mondial.

Les projets de relocalisations concernent cinq « secteurs d'avenir » : l'agroalimentaire (diversification des approvisionnements, création de capacités de production), la santé, l'électronique, les intrants critiques pour l'industrie comme les matières chimiques, les principes actifs pour les médicaments, l'industrie du mobile, de la 5G, des objets connectés.

Objectifs :

- Rencontrer des visiteurs industriels (acheteurs, maintenance, production, R&D...).
 - Favoriser l'installation d'industriels à la pointe bretonne
 - Contribuer au rayonnement du territoire
 - Programmer des rendez-vous ciblés, utiles et constructifs.
 - Favoriser la mise en relation personnalisée
-

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Communication (flyer, roll-up, média presse, RS, goodies)
- Déplacement : THR
- Stands : 3 (10K€)

TOTAL : 30 K€

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien financier concernant la communication, les déplacements et le stand.

Calendrier :

- Date du prochain Salon BUSINESS INDUSTRIES les 22 & 23 septembre 2021 à ST-NAZAIRE

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Constitution d'un groupe projet – 1^{ER} trimestre 2021
- Recensement des actions Territoire d'industrie
- Constitution les éléments de communication commun (Création graphique – impression - Relais sur les réseaux de communication par les partenaires/entreprises) – Printemps 2021
- Mobilisation d'Industriels pour participer au salon

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de visites sur le stand
- Nombre d'entreprises ayant repris contact

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 11 – Contribuer à l'essor des écosystèmes industriels par le développement d'espaces de travail partagés (pépinières, incubateurs, tiers lieux, espaces de coworking...)

Maitre d'ouvrage de l'action : Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, Brest métropole, Communauté de communes de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime
Partenaires engagés : Région, Etat, CCIMBO

Description des actions :

Accueillir, héberger et accompagner les porteurs de projets et jeunes entreprises en leur offrant un cadre idéal pour le développement pérenne de leur activité

Diagnostic de la situation :

Par ailleurs, structures d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'appui aux jeunes entreprises, les équipements immobiliers publics et espaces de travail collaboratifs (pépinières d'entreprises, ateliers-relais, tiers lieux, espaces de coworking, etc.) contribuent activement au développement économique local.

Ils permettent en effet à un public d'entrepreneurs diversifié (porteurs de projets, créateurs, start-up, étudiants, indépendants, télétravailleurs) de lancer et de développer leurs activités dans les meilleures conditions possibles en leur facilitant notamment l'accès à :

- Une offre d'hébergement, à des prix attractifs, notamment pour soutenir les créateurs d'entreprise et jeunes pousses sur la phase lancement de leur projet (pépinière d'entreprises, ateliers relais), et aux formats modulables, d'une occupation permanente, à une utilisation de quelques heures pour s'adapter au mieux aux besoins de chacun ;
- Des services partagés, (bureautique, téléphonie, accès très haut débit, salles de réunion équipées, services d'accueil ou de secrétariat, etc.) leur permettant de se délester de tâches sans valeur ajoutée pour se concentrer sur le développement de leur activité ;
- Un accompagnement personnalisé proposé tout au long du séjour par l'animateur du lieu
- Une mise en réseau construite autour d'animations collectives (réunions d'informations, temps d'échanges thématique conférences, etc.) impulsées par l'animateur du lieu pour prévenir l'isolement de l'entrepreneur, donner naissance au travail collaboratif et favoriser l'insertion dans l'écosystème économique local.

Si les lieux d'accompagnement mutualisé des jeunes entreprises existent de longue date (pépinières, hôtels, télécentres...), l'avènement du numérique, la transformation du monde du travail (essor du télétravail, montée du travail indépendant) et le développement de nouvelles formes d'entrepreneuriat impliquent d'adapter l'offre d'équipements immobiliers publics d'entreprises à l'évolution de la demande : rénovation et modernisation des équipements, renforcement du maillage territorial, poursuite du développement d'offres plus flexibles de type coworking, tiers lieux, etc.

Situation Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Gestionnaire d'une pépinière d'entreprises implantée à Châteaulin dans les années 2000, ayant accompagné depuis sa création plus d'une 50aine d'entreprises, mais devenue aujourd'hui obsolète (bâtiment vieillissant et inconfortable, distribution inadaptée au développement des nouvelles formes de travail collaboratif...), la CCPCP porte le projet de construction d'un nouvel équipement dédié à l'accompagnement des jeunes entreprises du territoire.

Implanté à Châteaulin au cœur du Pôle économique et industriel du Pouillot, ce nouvel outil support pour l'action économique de la collectivité, l'accompagnement des entreprises et l'animation économique du territoire regroupera en un même lieu une offre d'ateliers et de bureaux en location, un espace dédié coworking (actuellement inexistant), les services développement économiques de l'EPCI, des locaux de permanence pour les partenaires de l'accompagnement des entreprises, des services mutualisés (salles de réunion, visioconférence...) et espaces de détente.

De vocation généraliste et conçu pour une évolutivité maximale, l'équipement permettra d'accompagner le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires

Brest métropole :

Brest métropole dispose de plusieurs pépinières d'entreprises adaptées à l'incubation de projets ayant un potentiel industriel : sur le Technopôle, les sites de Créatic et Sévellec, en entrée de ville de Brest, Mezheven (bureaux), à Saint-Marc, Poul Ar Bachet (ateliers et bureaux) et à Saint-Pierre, le site de Beg Avel (ateliers).

Les attentes des entrepreneurs, notamment des jeunes actifs, ont évolué vers la recherche de lieux conviviaux, d'espaces modulables.

Bien que fonctionnel, le parc des pépinières est vieillissant et des travaux de rénovation sont nécessaires sur les sites de Créatic, Beg Avel.

Communauté de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime :

Un espace de co-travail à Pont-de-Buis-Les-Quimerch : partenariat de la collectivité avec l'association Coworkpic : la communauté de communes s'engage dans le développement d'espaces de travail partagé portés par les besoins exprimés localement par les utilisateurs : entrepreneurs indépendants, porteurs de projet, télétravailleurs, associations locales et étudiants.

Un espace de travail partagé associatif existe sur la commune de Crozon que la communauté de communes souhaite conforter dans son développement, tout en mettant à disposition un nouvel espace d'expérimentation du co-travail à Pont-de-Buis-Les-Quimerch, lieu d'implantation d'importantes industries liées au secteur automobile et d'un lycée des métiers de l'automobile.

Autour du numérique et de l'identité industrielle forte de la commune, un nouvel espace de travail collaboratif sera testé en 2021-2022.

Ce projet s'inscrit également dans les objectifs de la convention signée avec l'Etat « Petites villes de demain ».

Morlaix Communauté :

Projet de renouvellement d'un équipement immobilier d'entreprises à l'étude avec création d'un fablab

> à compléter

Quimper Bretagne Occidentale :

Projet d'aménagement d'ateliers-relais à vocation agroalimentaire au sein d'un ancien ESAT

> à compléter

Situation Poher Communauté :

Projets d'immobiliers industriels publics à l'étude

> à compléter

Communauté de communes Presqu'île de Crozon-Aulne maritime :

Budget d'animation pour l'expérimentation d'un lieu de co-travail : 20 000€

Budget investissement en équipement : 5 000€

Communauté de Communes de Haute Cornouaille

La communauté de Communes souhaite s'engager dans le développement de tiers-lieux sur leur territoire pour accueillir, héberger et accompagner les porteurs de projets et jeunes entreprises en leur offrant un cadre idéal pour un développement en Centre Ouest Bretagne.

Objectifs :

- Améliorer et renforcer les capacités publiques d'accueil et d'accompagnement pour développer l'entrepreneuriat et l'innovation
- Renouveler et adapter l'offre d'hébergement, de services et d'accompagnement à l'évolution de la demande et des besoins des entrepreneurs (espace de coworking, services mutualisés...)

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Nouvelle pépinière CCPCP

- Budget construction : 2.2 M€
- Budget équipements/équipements > à définir
- Budget animation ?

Brest métropole :

Il convient d'engager des travaux :

- De rénovation de l'espace de vie du rez-de-chaussée (120k€) et
- D'isolation thermique par l'extérieur au sein de la pépinière CREATIC (500 k€)
- De réaliser une étude d'optimisation de l'isolation thermique du site de BEG AVEL (10 k€)

Morlaix Communauté

> à compléter

Quimper Bretagne Occidentale

> à compléter

Poher Communauté

> à compléter

Communauté de Communes de Haute Cornouaille

- Budget construction : à définir
- Budget équipements/équipements > à définir
- Budget fonctionnement : à définir

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Investissements immobiliers
- Equipements
- Ingénierie

Calendrier :

Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Construction nouvelle pépinière d'entreprises Châteaulin

- Signature marchés de travaux et démarrage construction 4e trimestre 2020
- Mise en service : 1er trimestre 2022

Brest métropole :

- Démarrage des travaux de CREATIC en 2022
- Etude thermique de BEG AVEL en 2021.

Morlaix Communauté

> à compléter

Quimper Bretagne Occidentale

> à compléter

Poher Communauté

> à compléter

Communauté de Communes de Haute Cornouaille

> à compléter

Communauté de communes Presqu'île de Crozon-Aulne maritime :

Signature de la convention de partenariat avec l'association Coworkpic en cours
Début de l'expérimentation : mai 2021

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Construction nouvelle pépinière d'entreprises Châteaulin

L'analyse des marchés de travaux est en cours pour une attribution prévue au dernier trimestre 2020.

Début des travaux au 1^{er} trimestre 2021 pour une livraison et une entrée des entreprises dans le nouvel équipement à compter du 1^{er} trimestre 2022

Morlaix Communauté

> à compléter

Quimper Bretagne Occidentale

> à compléter

Poher Communauté

> à compléter

Communauté de Communes de Haute Cornouaille

Lancement des études d'opportunité et faisabilité sur le territoire en février 2021

Choix des prestataires et lancement de l'étude à compter du 1^{er} semestre 2021

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'espaces de travail collaboratifs créés ou réhabilités
- Nombre annuel d'entrepreneurs hébergés/accompagnés au sein des espaces de travail collaboratifs
- Partenaires associés dans l'animation du lieu
- Niveau de satisfaction des entrepreneurs utilisant les nouveaux services/équipements

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 12 – Soutenir la mobilité des salariés des sites d'activités à dominante industrielle

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest Métropole, Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas, Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Partenaires engagés : autres EPCI, Région, Banque des Territoires, Etat, industriels, acteurs de l'emploi et de la formation

Description des actions :

Identifier et mettre en place des solutions de mobilité alternatives à la voiture individuelle pour les salariés/demandeurs d'emploi se rendant dans des sites d'activités loin des centres-villes.

Etapes (dans le respect des stratégies mobilité des collectivités) :

- Diagnostiquer les situations et les potentiels des sites d'activités économiques à dominante industrielle sur le Finistère ;
- Concevoir les stratégies/plans d'action sur les sites pertinents ;
- Étudier les services/équipements à mettre en place ;
- Financer la mise en place des services/équipements retenus.

Diagnostic de la situation :

Des décennies d'aménagement ont produit des sites d'activités (à dominante) industriel(le)s loin des centralités urbaines et accessibles uniquement en voiture. Si ce sujet s'inscrit dans une volonté croissante de la part des collectivités locales de repenser globalement la mobilité sur leurs territoires, l'autosolisme appliqué à l'économie mérite un regard spécifique compte-tenu de ses impacts :

- Il est écologiquement non vertueux en obligeant des milliers de salariés à se rendre au travail uniquement au moyen de leur voiture (ces mêmes personnes n'étant en outre pas incitées à se regrouper pour aller travailler) et en obligeant les sociétés à prévoir des emprises de stationnement conséquentes ;
- Il est financièrement coûteux pour les individus compte-tenu du renchérissement du prix du pétrole ;
- Il devient économiquement contreproductif en empêchant des employeurs de recruter des demandeurs d'emploi/intérimaires/alternants/stagiaires.

Poussées notamment par la loi (à commencer par la Loi d'Orientation des Mobilités du 24/12/2019), les entreprises industrielles sont davantage sensibles à cette problématique, alors qu'elles ont traditionnellement des effectifs et donc des besoins RH plus importants et qu'elles sont localisées généralement sur des sites excentrés.

Parallèlement, les collectivités, dès lors où elles ont la compétence mobilité, ont compris l'intérêt public d'accompagner la réflexion voire l'action des acteurs économiques sur ce sujet : réduction des émissions de gaz à effet de serre, maintien/création de l'emploi sur le territoire, contribution à l'augmentation du pouvoir d'achat des salariés.

Enfin, cette prise de conscience collective rencontre les potentialités techniques offertes par le développement du numérique pour organiser de nouveaux services entre particuliers.

Pour autant, les solutions à mettre en place ne sont pas simples : la topographie du territoire, le fonctionnement des entreprises (en 2x8h ou en 3x8h), la diversité des besoins, le « dernier kilomètre », le niveau de sensibilisation des salariés, etc. peuvent rendre les éventuels investissements publics et/ou privés peu performants s'ils ne sont pas suffisamment analysés en amont.

Objectifs :

Finaux :

- Réduire durablement la pratique de l'auto-solisme pour se rendre dans les sites d'activités à dominante industrielle en proposant des solutions pratiques aux salariés, en concertation avec l'ensemble des acteurs publics et privés ;
- Désengorger les infrastructures d'accès aux ZA aux heures de pointe.

Opérationnels :

- Augmenter le nombre de personnes utilisant des solutions alternatives pour se rendre dans les secteurs concernés ;
- Réduire le nombre de voitures circulant dans les secteurs concernés

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Budget études

- Pour Brest Métropole : 50 K€ pour accompagner les plans de déplacements interentreprises
- Pour la CCPLD : 30 K€ d'étude (enquête mobilité sur les ZA réalisée par un BE et accompagnement dans la mise en place de solutions) sur ces ZAE
- Pour la CCPCP : 25 K€ d'études (schéma directeur « mobilités actives » de la CCPCP avec un focus spécifique sur les zones d'activités du Pouillot)
- Poher Communauté : à définir
- Morlaix Communauté : à définir
- CCHC (Haute Cornouaille) : à définir (Développer des solutions pour accompagner le développement des solutions de mobilité pour les potentiels salariés et les salariés en poste des entreprises industrielles, afin de faciliter l'intégration durable en entreprise et sur le territoire du Centre Finistère)
- Pour la Communauté de Communes de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime :
Etude Co voiturage avec les entreprises de + de 20 salariés dont industries : partenariat association Ehop : 5 800€
Etude « plan de mobilité » avec un volet entreprise : 10 000€

Budget équipements/équipements

- Pour Brest Métropole : 250-300 K€/ an pour les aménagements liés à l'attractivité des zones industrielles
- Pour la CCPLD : à définir
- Pour la CCPCP : à définir
- Poher Communauté : à définir
- Morlaix Communauté : à définir
- Haute Cornouaille : à définir

Calendrier :

- D'ici fin 2020 : état des lieux mené par chaque EPCI sur son territoire dont identification des besoins
- A partir du 1er trimestre 2021 : validation des plans d'action par site et mise en œuvre des actions.

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Déploiement d'une plateforme de covoiturage de proximité, OuestGo mise en place par la Région Bretagne. Elle inclue un service de mise en relation pour les déplacements domicile-travail avec la possibilité de créer des communautés dédiées à une entreprise ou à une zone d'activité.

Brest métropole :

- Mise en place d'ateliers « Plan Déplacement Mobilité » à destination des entreprises de plus de 50 salariés pour les accompagner dans la mise en place de leur plan mobilité employeur
- Partenariat avec l'association BAPAV et Brest métropole. BAPAV agit auprès des salariés pour pérenniser la pratique du vélo.
- Schéma directeur vélo adopté en décembre 2019 incluant la question de l'accessibilité des ZA de Brest métropole
- Concertation avec le délégataire RATP Dev et les acteurs économiques des ZA afin d'adapter la desserte de transports publics aux besoins des salariés.

Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP)

- Etudes en cours (2020)
- Diagnostic mobilité/attractivité à l'échelle Pôle économique du Pouillot par Club d'Entreprises Aulne-Presqu'île avec accompagnement CCPCP
- Réalisation d'un schéma directeur « mobilités actives » à l'échelle de la CCPCP, avec un focus spécifique sur les zones d'activités du Pouillot
- Animation/sensibilisation des établissements industriels du Pôle économique du Pouillot au développement du covoiturage par Association EHOP et CCPCP
- Equipements pressentis (à partir de 2021) – chiffrage en cours
- Aménagement (CCPCP) de liaisons douces (piétonnes et cyclables) entre les 5 zones d'activités constituant le Pôle économique du Pouillot
- Aménagements et équipements (CCPCP) favorisant le développement de liaisons alternatives à l'autosolisme entre Pôle économique du Pouillot et le centre-ville de Châteaulin

Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas

A définir

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de salariés potentiellement concernés par les actions
- Nombre de salariés utilisant les nouveaux services/équipements
- Niveau de satisfaction des salariés utilisant réellement les nouveaux services/équipements
- Nombre de voitures dont l'usage pourrait potentiellement être réduit
- Nombre de voitures réellement non utilisées
- Evolution du coût des services/équipements mis en place

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 13 – Valoriser les conditions de travail dans les entreprises industrielles (partage de bonnes pratiques)

Maitre d'ouvrage de l'action : Communauté de Communes du Pays de Landivisiau

Partenaires engagés : GE Iroise, Pays de Morlaix

Description de l'action :

Pour augmenter la visibilité des besoins en recrutement des entreprises auprès des candidats, le projet consiste à développer des actions communes visant à attirer, retenir et fidéliser les collaborateurs des entreprises industrielles à la pointe bretonne :

Mise en place d'un cycle sur l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises avec des entreprises « modèle ».

Trois temps forts marqueront l'année 2021 composés d'une visite d'une entreprise industrielle qui aurait mis en place des process intéressants sur la Qualité de Vie au Travail. à destination des industriels du territoire et d'une intervention d'un professionnel sur ce même thème.

Les trois temps forts seraient décomposés comme suit :

- 1 - C'est quoi la QVT ?
 - 2 - Comment la mettre en œuvre ?
 - 3 - Comment expérimenter ?
-

Diagnostic de la situation :

Beaucoup d'entreprises industrielles n'ont pas de responsable des ressources humaines et c'est le dirigeant qui doit assurer cette fonction. Le dirigeant a une vision stratégique du business, les salariés sont perçus comme des ressources mais aussi des charges. Le dirigeant doit donc concilier le projet stratégique de l'entreprise, ses besoins, ceux de ses collaborateurs tout en posant des limites. Mais cela suppose une approche managériale plus souple, plus fluide, moins contrôlante, où le manager peut naviguer entre son rôle humain et son rôle organisationnel.

Ce changement de vision contribue à rendre plus attractive les entreprises pour les salariés et les futures recrues. Ainsi il est intéressant de faire découvrir ce type d'entreprises à des dirigeants désireux de prendre du recul et d'évoluer. L'idée est de montrer que cette stratégie est payante afin de donner envie à des dirigeants de modifier leurs pratiques managériales

Objectifs :

- Mettre en œuvre des actions et projets permettant de dynamiser l'emploi et attirer les compétences dont ont besoin les employeurs de la pointe bretonne,
- Développer l'attractivité des entreprises et faciliter la venue d'actifs et faciliter ainsi que l'implantation des entreprises.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

15 K€ (promotion / transport / intervenants)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien financier à la réalisation des actions développées (transport en car et intervenants).
-

Calendrier :

- Mise en place progressive durant l'année 2021
-

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Prise de contacts pour l'organisation
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'entreprises inscrites aux visites
 - Nombre de réinscription d'entreprises suite à la 1ère visite
 - Mises en place d'actions concrètes au sein des entreprises ayant participé aux visites
-

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

Axe 3 - SIMPLIFIER

DISPOSER DE CAPACITE D'ACCUEIL ET DE DEVELOPPEMENT DE PROJETS INDUSTRIELS

Maîtres d'ouvrage de l'action : Brest métropole, CCIMBO, Eco-pôle industriel et logistique de Lanvian – Pays de Brest, Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, Quimper Bretagne Occidentale, Morlaix communauté, Poher communauté.

Description des actions

Dans un contexte de raréfaction du foncier économique, de la volonté partagée de préservation des espaces agricoles et naturels, il est nécessaire de développer une stratégie de renouvellement des espaces économiques déjà existants. Cette stratégie de revitalisation des périphéries urbaines permettra d'accompagner le développement des entreprises industrielles déjà présentes mais aussi de disposer de sites « prêts à l'emploi » favorisant la relocalisation d'activités industrielles.

Par ailleurs, le facteur temps étant de plus en plus prégnant dans les demandes et attentes des industriels, la capacité à mettre en service rapidement une nouvelle unité de production s'avère cruciale pour réussir à capter des parts de marchés sur les nouveaux produits ou les technologies émergentes. Ainsi, pour attirer de nouvelles implantations industrielles, il est nécessaire de disposer sur les territoires de solutions immobilières industrielles et de foncier « clé en main ».

Aussi et afin que le territoire de la pointe Bretagne dispose d'une offre optimisant au maximum la consommation foncière et les potentialités d'implantation nouvelles, il est adopté une approche complémentaire entre projets d'extensions et renouvellement de ZAE historiques.

Dans le cadre de la démarche Territoire d'industrie, nous identifions 2 enjeux majeurs :

Enjeu 3 : Disposer de foncier économique permettant d'accueillir des projets industriels de toutes tailles à la pointe bretonne

Enjeu 4 : Développer l'attractivité industrielle par le renouvellement des zones d'activités historiques

ENJEU 3 : Disposer de foncier économique permettant d'accueillir des projets industriels de toutes tailles a la pointe bretonne

Description de l'action :

Disposer, sur l'ensemble du territoire de la pointe bretonne, d'espaces économiques de grande envergure permettant d'accueillir « des sites industriels clés en main » : ces sites peuvent recevoir des activités industrielles pour lesquelles les procédures administratives relatives à l'urbanisme, l'archéologie préventive et l'environnement ont été anticipées afin d'offrir à l'investisseur une disponibilité immédiate ou à très court terme.

Un recensement du foncier économique disponible pour accueillir des projets industriels a été réalisé par les partenaires. Il en ressort 7 zones pouvant être fléchées à destination des industriels.

- Action 14 - Pays de Brest – Z.A. de Lanvian – 90 ha
- Action 15 - Pays de Brest – extension du pôle économique du Pouillot – 10 ha
- Action 16 - Pays de Quimper - Z.A. de Kerdrionou – 41 ha
- Action 17 - Pays de Morlaix - Z.A. de Penprat (sainte Sève) – 30 ha
- Action 18 - Pays centre ouest Bretagne - ZA de la Métairie Neuve – 20 ha
- Action 19 - Pays centre ouest Bretagne - ZA de Kroas Lesneven 6^{ème} tranche (Chateauneuf-du-faou) – 49 ha
- Action 20 - Pays centre ouest Bretagne - ZA de Lanvilliou (Coray) – 28 ha

ACTION 14 - Pays de Brest – Z.A. de Lanvian

Maitre d'ouvrage de l'action : Eco-pôle industriel et logistique de Lanvian – Pays de Brest dont les membres sont Brest métropole, la Communauté de Communes du Pays de Landerneau Daoulas, la Communauté de Communes du Pays des Abers et la CCIMBO Brest.

Diagnostic de la situation :

L'éco-pôle industriel et logistique de Lanvian – Pays de Brest est un projet inscrit dans la Stratégie Métropolitaine de Développement Économique de Brest métropole (SMDE), notamment en termes de recherche d'attractivité et de développement économique du territoire et de gouvernance partagée à l'échelle du bassin d'emploi. Cette future zone doit permettre de disposer de foncier économique à destination d'activités logistiques et industrielles à l'échelle de la Bretagne et du Pays de Brest.

Nourrie par les problématiques actuelles auxquelles sont confrontés les territoires, l'offre portée par le projet Lanvian ambitionne d'associer les dimensions économiques, environnementales et sociales en positionnant le projet dans une démarche d'exemplarité inspirée de la démarche d'Ecoparc.

Respectueux et intégré le plus possible à son environnement, le projet a pour but de mettre en synergie les forces actives locales pour développer un projet singulier et ambitieux rayonnant sur le territoire et les échelons extraterritoriaux.

Hormis les aménagements spécifiques, et les futurs services aux entreprises à mettre en place, le projet nécessite de proposer aux activités économiques pressenties un large panel d'emprises foncières adaptables sur la durée, à proximité d'infrastructures structurantes de transport (route, port, aéroport...).

La zone de Lanvian est le seul espace économique du Pays de Brest capable à court, moyen, long termes de proposer un large éventail de terrain, à partir d'un 1 ha sur un total de 90 ha, avec une situation géographique idéale en matière d'accessibilité et de cadre de vie. Elle se trouve, en effet, à proximité immédiate d'un échangeur desservant la RN 12 et à l'emplacement d'une future route départementale visant à améliorer les échanges routiers à l'Est de l'agglomération brestoise et à dévier la circulation de transit des poids lourds (notamment lié à l'exploitation de carrières environnantes), qui traversent actuellement les zones urbanisées de GUIPAVAS et SAINT-DIVY.

Au carrefour de différents pôles d'emploi du Pays de Brest, de trois intercommunalités, du port de Brest et de l'aéroport Brest-Bretagne avec une zone d'entrée douanière internationale pour certaines marchandises, cet espace est en même temps suffisamment éloigné de l'agglomération brestoise pour ne pas en engorger les principaux axes d'entrée (échangeur de Kervao et RN 265 notamment).

Doté de près de 30ha d'espaces agricoles et naturels qui seront préservés et mis en valeur au sein de la zone, le projet ouvrira les possibles dans les échanges entre acteurs économiques, agricoles et environnementaux.

Enfin, la taille de la zone et sa vocation permettront de constituer des filières économiques locales (entreprises principales / sous-traitants / partenaires éventuels), propres à irriguer et à dynamiser l'ensemble du bassin d'emploi, dans un objectif de rééquilibrage territorial entre l'ouest et l'est breton, tant en matière de développement économique que d'aménagement.

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
 - Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
 - Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives.
- Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.

Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)
- Etude de faisabilité de développement de filières agricoles locales dont le budget estimé par l'Ecopole de Lanvian est de 50 k€ HT. Co-financement par la Banque des Territoires à hauteur de 50%, soit 25k€.

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).
- Soutien à la réalisation d'une étude de faisabilité et de définition des modalités de développement de filières agricoles locales et territorialisées et environnementales (valorisation des produits de gestion issus des zones humides, mini big forest...), dans le cadre d'un pôle agricole et environnemental intégré à la zone économique de Lanvian et de l'opportunité de passerelles avec les activités de la zone économique.

Calendrier :

- Création de la ZA de Lanvian : 2021
- Promotion et prospection d'industriel : 2021/2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Concertation active avec le public et les services de l'Etat depuis 2014
- Diagnostic volontaire d'archéologie préventive réalisé
- En cours de finalisation : étude de faisabilité technique et paysagère, études de compensation agricole et environnementale
- En cours : étude hydraulique et dossier de loi sur l'eau
- Opération de fouille d'archéologie préventive programmée en 2021

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
- Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 15 - Pays de Brest – extension du pôle économique du Pouillot – 10 ha

Maitre d'ouvrage de l'action : Pôle économique du Pouillot – Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay.

Diagnostic de la situation :

Organisé de part et d'autre de l'échangeur du Pouillot, au croisement de 2 axes routiers majeurs de l'ouest Breton (RN 165 et RN 164), sur une emprise d'une centaine d'hectares, le Pôle Economique du Pouillot représente, avec près de 80 établissements pour 1 900 emplois salariés, le site industriel majeur de la CCPCP.

L'industrie agroalimentaire et ses activités connexes y sont prédominantes, avec de gros employeurs tels FRANCE POULTRY, (repreneur de l'activité poulet export du groupe Doux), MOULIN DE LA MARCHE (préparation & découpe de saumon), KERHIS (édition de logiciels pour les IAA) ou EUREDEN (services distribution & technico-commerciaux de la coopérative pour le Finistère).

D'autres secteurs industriels y sont également implantés (électronique) et le pôle concentre par ailleurs, du fait de sa situation géographique et de sa bonne accessibilité un nombre conséquent d'activités logistiques et de transport.

Constitué de 5 zones d'activités (Run Ar Puns, Penn Ar Roz, Stang Ar Garront, Ty Nevez Pouillot, Lospars), le Pôle Economique du Pouillot présente aujourd'hui une disponibilité foncière sous maîtrise d'ouvrage publique d'une surface totale de 5 ha, morcelée en parcelles d'emprises unitaires relativement réduites (de 900 m² à 1 Ha), permettant à la CCPCP d'accompagner sans difficultés particulières l'implantation ou le développement d'une majorité d'activités artisanales, de petite et moyenne industrie et d'activités tertiaires.

Parallèlement et dans un contexte d'augmentation des demandes d'emprises foncières unitaires conséquentes (2 Ha et plus) enregistrées par la CCPCP, notamment de la part d'opérateurs industriels ou de logisticiens, l'offre foncière de la collectivité est aujourd'hui insuffisante sur ce Pôle Economique pour lui permettre d'accueillir des projets structurants nécessitant de telles emprises de terrain.

Afin de conforter la fonction de site économique stratégique d'intérêt communautaire du Pôle Economique du Pouillot et d'y soutenir le développement de l'industrie, notamment agroalimentaire, principal pourvoyeur d'emploi au plan local, la CCPCP souhaite acquérir et aménager une emprise foncière de 10 Ha ouverte à l'urbanisation en 2019 sur le secteur nord-est du pôle économique (zone d'activités de Lospars) dans le cadre d'un projet d'unité industrielle dans le domaine agroalimentaire.

L'objectif de cette extension du pôle est de permettre à la collectivité de conserver la maîtrise du foncier sur ce secteur stratégique et de l'aménager dans une logique de site industriel clé en main pour y favoriser l'implantation de projets industriels pourvoyeurs d'emplois.

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
 - Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
 - Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives. Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.
- Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).

Calendrier :

- Etudes opérationnelles : 2021
- Création de l'extension secteur de Lospars : 2022/2023
- Promotion et prospection d'industriel : 2023/2024

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Modification du PLU de Châteaulin pour ouverture à l'urbanisation : de janvier 2019 à mars 2020
- Acquisitions foncières et lancement études opérationnelles : 2021

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
 - Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.
-

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

PROJET

ACTION 16 - Pays de Quimper - Z.A. de Kerdroniou – 41 ha

Maître d'ouvrage de l'action : Quimper Bretagne Occidentale

Diagnostic de la situation :

Situé en bordure sud de l'avenue du Morbihan dans le quartier d'Ergué-Armel sur la commune de QUIMPER et dans le prolongement des parcs d'activités existants de Kerdroniou, de Ménez Prat et du Guélen, qui constituent le principal bassin industriel de la communauté d'agglomération, ce secteur ouvre potentiellement à l'urbanisation 47 hectares.

Quimper Bretagne Occidentale est propriétaire d'environ 19 hectares à ce jour et les négociations se poursuivent pour l'acquisition des autres parcelles inscrites dans le périmètre du programme d'Orientations d'Aménagement et de Programmation du plan local d'urbanisme de la ville de QUIMPER pour le secteur de Kerjaouen.

La vocation du programme d'aménagement est prioritairement industrielle et porte sur la production de terrains à bâtir suivante :

- 2 terrains de très grandes surfaces : 6 à 10 ha ;
- 5 à 6 terrains de grandes surfaces : 2 à 5 ha ;
- des unités divisibles pour adapter l'offre foncière aux attentes et aux évolutions du marché et y associer au besoin des activités de services nécessaires pour l'ensemble de ce secteur économique stratégique.

Le parc d'activités de Kerjaouen doit accompagner le pôle industriel Quimpérois composé notamment de PME et ETI agroalimentaires en leur permettant de se développer localement et poursuivre la dynamique industrielle engagée depuis plusieurs années (ex : ARMOR-LUX, BOLLORE, SAUPIQUET, ENAG, CAPIC...).

Parallèlement, La Communauté d'Agglomération de QBO souhaite identifier et prioriser les actions prospectives à mettre en œuvre à moyen et long termes en matière d'aménagement des Zones d'Activités Économiques sur l'ensemble de son territoire. Pour ce faire, une étude prospective a été lancée en 2019 et se compose de 3 parties :

L'Analyse économique

- Analyse macro-économique du territoire communautaire
- Diagnostic du tissu économique
- Définition des besoins fonciers actuels et à venir

L'Analyse foncière :

- Potentiel des zones urbanisables ayant vocation à accueillir des activités économiques à court et moyen termes
- Potentiel de développement spatial lié à la mutabilité foncière imminente ou à venir
- Possibilités de mutualisation du foncier pour certains types d'activités : artisanat par exemple, ou de fonction des espaces (aires de stationnement, etc.)
- Définition des écarts entre disponibilité, potentialité et besoins fonciers, nécessaires à la mise en place d'actions correctives et prospectives pour l'élaboration ou révision des PLU.

Identification de solutions et d'orientations :

- Optimisation des ZA actuelles
- Extension des ZA actuelles
- Création de nouvelles ZA, y compris dans des zonages PLU non-destinés aujourd'hui à l'entité économique.

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
- Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
- Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives. Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.
Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).

Calendrier :

A compléter

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Modification du PLU de Châteaulin pour ouverture à l'urbanisation : de janvier 2019 à mars 2020

- Acquisitions foncières et lancement études opérationnelles : 2021
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
- Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

PROJET

ACTION 17 - Pays de Morlaix - Z.A. de Penprat (Sainte Sève) – 30 ha

Maitre d'ouvrage de l'action : Morlaix communauté

Diagnostic de la situation :

Les réflexions menées lors de l'élaboration du PLUi H et du schéma territorial des ZAE ont permis d'identifier un besoin d'une surface économique conséquente pour l'accueil de grands projets industriels. A cette fin, 30 Ha ont été identifiés dans le nouveau document de planification du territoire (PLUiH approuvé en février 2020) en zonage 2AU pour des activités industrielles et/ou logistiques. Pour garantir le succès d'un tel projet, plusieurs critères sont d'ores et déjà existants sur cette localisation :

- Lien direct avec la RN 12
- Existence d'un échangeur complet
- Localisation sur un nœud de communication
- Site à faible contrainte environnementale
- Limiter l'impact agricole (échanges ou compensation de foncier)
- Proximité avec le pôle urbain
- Absence de zones humides
- Amorce urbanisée existante (Triskalia, aire de co-voiturage et restaurant ouvrier)
- Intégration paysagère, notamment vis à vis de la RN 12
- Topographie relativement favorable (partie haute)

Partant de ces critères, le travail a conclu à l'opportunité de localiser ce futur espace de développement sur la Commune de Sainte-Sève, au carrefour entre le RN 12 et l'axe Lorient/Roscoff.

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
 - Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
 - Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives. Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.
Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.
-

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).
-

Calendrier :

- Etudes de faisabilité en 2021 / 2022
 - Etudes opérationnelles en 2023 / 2024
 - Promotion et prospection d'industriel : 2023/2024
-

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Mission SAFER et Chambre d'agriculture sur impact foncier agricole en cours, concertation en cellule foncière locale
 - Inscription au Schéma territorial des ZAE de Morlaix Communauté
 - Inscription au PLUI-H de Morlaix Communauté en zonage 2AU
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
 - Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.
-

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 18 - Pays centre ouest Bretagne - ZA de la Métairie Neuve – 20 ha

Maitre d'ouvrage de l'action : Poher communauté

Diagnostic de la situation :

Au travers du développement des parcs d'activités, la volonté de Poher communauté est d'offrir à court, moyen et long terme, une offre économique diversifiée correspondant aux exigences des entreprises et au contexte local.

Poher communauté a ainsi décidé de réaliser une zone d'activités à vocation économique et événementielle sur le secteur de la Métairie Neuve à CARHAIX.

Le projet est localisé, au Sud de Carhaix, le long de l'axe de circulation majeur qu'est la RN164 (Voie express).

La zone d'activités économiques proposera aux entreprises industrielle et logistique des lots de surfaces importantes, plats, divisibles à la demande et raccordés à la 3^{ème} station d'épuration du Finistère en terme de capacité ainsi qu'à la fibre optique.

Les Parcs d'activités de Kergorvo, Kervoasdoué et Kerhervé proposent également des lots de grandes tailles aux entreprises industrielles et logistiques

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
- Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
- Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives. Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.
Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).

Calendrier :

- Création de la ZAC en 2020

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

A compléter

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
- Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 19 - Pays centre ouest Bretagne ZA de Kroas Lesneven 6^{ème} tranche (Châteauneuf-du-faou) – 49 ha

Maitre d'ouvrage de l'action : Communauté de Communes de Haute Cornouaille

Diagnostic de la situation :

La Zone de Kroas Lesneven se situe au nord de l'agglomération de Châteauneuf-du-Faou, en bordure de la RN164 (Châteaulin - Rennes).

Cette zone à vocation artisanale, industrielle et tertiaire de plus de 40 hectares dispose de nouveaux lots aménagés labellisés Bretagne Qualiparc.

Elle constitue le premier bassin industriel de la communauté de communes.

Le programme d'aménagement de la 6^{ème} tranche de la ZA de Kroas Lesneven, pourra permettre l'installation d'entreprises industrielles à la recherche des terrains à proximité de la RN 164.

Une étude de prospective territoriale pour le futur développement de la zone d'activités de Kroas-Lesneven devra être menée par la Communauté de communes.

En effet, l'objectif est de travailler en amont sur le volet économique, foncier et les orientations des futures zones d'activités sur le territoire, et plus spécifiquement sur la commune de Châteauneuf-du-Faou. Il s'agira de préserver les implantations industrielles existantes en leur ménageant des marges de développement. La Communauté de Communes de Haute Cornouaille a ainsi évalué à environ 20 hectares les surfaces nécessaires pour le développement économique, à échéance 2030, sur la commune de Châteauneuf du Faou (hors surfaces destinées aux activités commerciales)

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
- Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
- Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives. Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.
Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs

français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).

Calendrier :

- Etudes et travaux opérationnels en 2021
- Promotion et prospection d'industriel : 2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

A compléter

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
- Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 20 - Pays centre ouest Bretagne ZA de Lanviliou (Coray) – 28 ha

Maitre d'ouvrage de l'action : Communauté de Communes de Haute Cornouaille

Diagnostic de la situation :

La Zone de Lanviliou se situe à 1 km à l'ouest de l'agglomération de Coray, en direction de Quimper (à 20mn).

Cette zone à vocation artisanale, industrielle et tertiaire de plus de 27 hectares dispose de nouveaux lots aménagés labellisés Bretagne Qualiparc.

La Communauté de Communes de Haute Cornouaille va poursuivre la viabilisation de terrains sur la partie sud de la Zone d'activités de Lanviliou à Coray, tout en assumant sa compétence économique sur son territoire.

Le but étant de mettre sur le marché un espace aménagé afin de le rendre accessible pour des entreprises. En effet, ce secteur géographique présente un intérêt fort. La présence d'entreprises importante donne un poids économique qui est souligné par les relations importantes qu'elles ont entre elles. L'attrait de la RD 15 et la poursuite d'une zone d'activités à forte qualité paysagère et environnementale renforce la vitrine économique de la Communauté de Communes.

La Communauté de Communes considère en effet que la création d'entreprises et le développement des entreprises artisanales et industrielles restent l'un des atouts majeurs pour générer de nouveaux emplois.

Il s'agit à nouveau en 2020-2021 de réaliser la seconde tranche des travaux d'aménagement au sud-ouest pour l'extension de cette zone d'activités existante, soit un total de 4.3 hectares. L'ensemble des terrains sont dans le domaine privé de la Communauté de Communes.

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économique et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
- Eviter le mitage et l'éparpillement des offres foncières économiques sur le territoire,
- Disposer sur le territoire de « site industriels clés en main » afin de sécuriser les industriels dans leurs projets d'implantation et leur permettre d'anticiper les procédures administratives. Ceci permettra de disposer de terrains, d'une surface minimum de 2 ha, où il sera possible de poser la première pierre en six mois avec des dimensions archéologiques et biodiversité balisées en amont.
Une condition essentielle au développement d'un projet industriel sur le territoire permettant l'identification et la promotion de sites industriels auprès d'investisseurs français et internationaux. Les zones concernées s'inscriront ainsi dans la volonté de l'Etat

français de disposer d'un catalogue de sites industriels « clés en main » afin de valoriser le potentiel d'attractivité de la France.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Création d'outils communs de promotion et engagement d'un programme de prospection d'acteurs industriels (20 k€/an)
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Soutien à la création des ZA et dans leur promotion en France et à l'international (Participation à des salons comme le SIMI, sommet Choose France...).
-

Calendrier :

- Etudes et travaux opérationnels en 2021
 - Promotion et prospection d'industriel : 2022
-

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Etudes et travaux opérationnels en 2021
 - Opération de fouille d'archéologie préventive programmée en 2020
 - Lancement de travaux de viabilisation 2020
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Date de mise en place des sites industriels clé en main dans les ZA concernées.
 - Nombre de projets industriels accueillis d'ici 2025.
-

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ENJEU 4 : Développer l'attractivité industrielle par le renouvellement des zones d'activités historiques

Diagnostic de la situation

Plusieurs éléments conduisent à mettre en place une politique incitative de renouvellement des ZAE historiques du territoire :

- Une volonté de préservation des espaces agricoles inscrite dans les SCOT,
- Des contraintes réglementaires qui limitent la capacité du territoire à développer de nouvelles ZA,
- La raréfaction du foncier économique disponible à moyen terme,
- Le coût élevé de réhabilitation des anciens bâtiments,
- Des ZAE historiques vieillissantes (peu de pistes cyclables, signalétique...) et parfois vétustes (voiries, réseaux...).

Les ZA historiques, de par leur proximité géographique avec les centralités, disposent d'une bonne accessibilité aux transports en commun et de services adaptés aux besoins des salariés. Néanmoins, ces « anciennes » zones ont souvent été délaissées au profit du développement de nouvelles ZA.

Afin de favoriser l'installation et le développement d'activité industrielle, il convient de réinvestir ces Z.A. et de redynamiser l'offre de services, notamment par la mise en place d'initiatives communes du type club d'entreprises.

Aussi, la démarche de Territoire d'industrie permettra de mettre en exergue trois nouvelles actions :

- Action 21 : Moderniser et favoriser l'attractivité des ZAE historiques
- Action 22 : Requalifier des friches
- Action 23 : Inciter au renouvellement urbain

ACTION 21 - Moderniser et favoriser l'attractivité des ZAE historiques

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest métropole, Morlaix Communauté, la Communauté de Communes du Pays de Landivisau

Objectifs :

- Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économiques et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
- Améliorer le cadre de vie des salariés présents sur les ZAE historiques afin d'améliorer l'attractivité des entreprises du territoire et faciliter ainsi leur capacité à recruter

Actions et budgets prévisionnels par EPCI (répartition des engagements par partenaires) :

BREST METROPOLE

ACTION 1 : Engager un plan d'investissements ambitieux de modernisation des ZAE historiques afin de proposer une remise à niveau des aménagement publics (voiries, éclairage, espaces publics, aménagements paysagers...)

BUDGET : 850 k€/an

Favoriser la création de club d'utilisateurs dans les ZAE historiques afin de développer l'attractivité de ses zones via la mise en place de services et initiatives au bénéfice des salariés (crèches, conciergeries, activités sportives, développement des mobilités douces...). Evaluer l'opportunité de création d'un club des usagers sur la Z.A. du Technopôle Brest Iroise afin de développer l'attractivité de ce site propice à l'émergence d'innovations industrielles.

BUDGET : 10 k€

MORLAIX COMMUNAUTE

En lien avec la Schéma Territorial des ZAE 2020-2026 (STZAE), engager un Plan Pluriannuel d'Investissements sur l'ensemble des espaces économiques; priorisant les ZAE historiques et stratégiques, afin de répondre, de manière anticipée et échelonnée, aux enjeux de l'animation-gestion et de l'aménagement public des espaces économiques (mutations du foncier et de l'immobilier, fonctionnalités des ZAE, liens inter-entreprises, équilibre territorial, voiries, éclairage, espaces publics, aménagements paysagers, etc.) ;

Étudier et mettre en œuvre des dispositifs visant à favoriser le renouvellement, l'optimisation et la transition des infrastructures et des fonctionnalités des ZAE historiques de la Communauté d'Agglomération : optimisation, renouvellement du foncier et de l'immobilier d'entreprises industriel, animation-accompagnement des transitions pour les espaces économiques et les entreprises (notamment sur le volet Économie Circulaire – Écologie Industrielle & Territoriale) ;

Requalifier les ZAE, historiques et stratégiques à potentiel, et accompagner les entreprises industrielles dans la recherche de solutions permettant :

- l'optimisation des parcelles, le renouvellement urbain de l'immobilier d'entreprises,

- de répondre de manière efficiente aux enjeux d'implantation, de construction, d'extension et de réhabilitation des locaux industriels ;
- de développer-renforcer les logiques de synergies inter-entreprises à impact positif (substitution, mutualisation, nouveaux services liés aux économies d'usage et de fonctionnalité, énergies, éco-conception, etc.) ;
- de densifier leurs parcelles et la recherche de solutions durables sur le bâti. Et ce, par l'appui d'études et la proposition d'un appui de services d'architecte-conseil.

Renforcer au sein de Morlaix Communauté l'accompagnement collaboratif des projets liés :

- à l'implantation, à la relocalisation et aux mutations du tissu industriel local et breton ;
- aux transitions économiques sur ZAE par l'animation et la mise en œuvre d'actions inter-entreprises et partenaires économiques dans le cadre de l'Économie Circulaire – Écologie industrielle et territoriale (EIT).
- Engager-poursuivre les études et actions pour une amélioration continue des espaces d'activités et du service aux entreprises (logique « PDCA »), tout en favorisant le développement, ou l'accès, à des solutions simples et pratiques de monitoring de l'impact des actions (Ex : ACV territoriale, indicateurs de valorisation d'impact des activités et actions publiques sur le territoire, etc.).

ACTION 1 : Lancement d'une étude de requalification de la ZI de Keriven (St Martin des Champs) et de requalification des friches industrielles

ACTION 2 : lancement d'une étude stratégique pour le développement et la diversification des activités sur la plateforme aéroportuaire de Morlaix (maintenance, formation, aviation d'affaires, drones, ...) et réalisation des travaux de réfection et/ou d'adaptation de la piste pour un coût estimatif situé entre 5,3 et 8,3 M€.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

ACTION 1 : Revitalisation de la Zone Industrielle du Fromeur

Située à mi-chemin entre le bassin Brestois et le bassin Morlaisien, la Communauté de communes du Pays de Landivisiau (CCPL) recense aujourd'hui 14 zones d'activités. Leur répartition géographique étant régie par la présence des grands axes routiers, la ville de Landivisiau occupe une place stratégique en étant placée sur la RN12.

Selon la CCPL, les futurs acquéreurs en ZAE recherchent en priorité à s'installer directement sur Landivisiau puis sur les autres zones de la CCPL.

Actuellement, il reste très peu de terrains libres dans les ZAE de la CCPL.

Cependant, malgré un aspect détérioré, la ZI du Fromeur a des atouts et le projet de réhabilitation porté par la CCPL permet également de limiter la consommation de foncier agricole :

- Accessibilité de la zone par la RN12 en 5 mn, elle est donc plus accessible que certains secteurs de la ZA du Vern, notamment la partie ouest et centrale ;
- Un certain nombre de terrains privés vacants que la collectivité doit racheter ;
- Des parcelles privées occupées mais avec un potentiel de densification.

Un cabinet d'études vient de finaliser des propositions d'aménagement de cette zone industrielle et la CCPL doit maintenant engager les travaux afin de la revitaliser et de la rendre plus attractive

BUDGET : 1,5 M d'€

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

BREST MÉTROPOLE

Soutiens à l'action 1, concernant le plan d'investissements de modernisation des ZAE historiques.

MORLAIX COMMUNAUTE

Soutien aux études, aux aménagements de requalification et aux dispositifs de renouvellement de bâtiments (actions 1 et 2)

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

Soutien à l'action 1 pour la remise à niveau des aménagements publics et le renouvellement des bâtiments économiques

Calendrier :

BREST MÉTROPOLE

ACTIONS 1 : 2^{ème} semestre 2021

MORLAIX COMMUNAUTE

2021 – 2023

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

ACTION 1 : 2021 - 2022

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

BREST MÉTROPOLE

- ACTION 1 : Mise en place depuis 2019 d'une nouvelle enveloppe financière annuelle de 250 k€ dédiée à l'attractivité des ZAE.

MORLAIX COMMUNAUTE

- ACTION 1 : 2021
- ACTION 2 : 2021

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

- ACTION 1 : étude de revitalisation finalisée et préparation de l'appel d'offre pour réhabilitation des espaces publics
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

BREST MÉTROPOLE

- ACTION 1 : taux de consommation de l'enveloppe financière

MORLAIX COMMUNAUTE

- Nombre de sites réhabilités
- Montant des aides financières aux investissements immobiliers

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

- ACTION 1 : nombre de nouveaux prospects, de nouvelles entreprises à valeur ajoutée s'installant sur la ZAE, taux d'occupation de la zone

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 22 - Requalifier des friches

Maitre d'ouvrage de l'action : Morlaix Communauté, Quimper Bretagne Occidentale, Communauté de communes du pays de Landivisiau, Poher Communauté, Haut-Léon Communauté, Communauté de communes de haute Cornouaille, Communauté de communes de la presqu'île de Crozon-aulne maritime, CCIMBO

Objectifs :

- Favoriser le renouvellement urbain afin de limiter la consommation de foncier agricole
 - Disposer d'espaces économiques attractifs afin d'être en mesure d'accompagner les projets de développement des acteurs économiques et de s'assurer d'un haut niveau attractivité du territoire,
-

Actions et budgets prévisionnels par EPCI (répartition des engagements par partenaires) :

MORLAIX COMMUNAUTE

ACTION 1 : étude prospective des zones d'activités économiques qui vise notamment à identifier les friches industrielles afin d'identifier et prioriser les actions prospectives à mettre en œuvre à moyen et long termes en matière d'aménagement de zone et de reconquête de friches industrielles.

ACTION 2 : Lancement d'une étude de requalification de la ZI de Keriven (St Martin des Champs) et de requalification des friches industrielles

ACTION 3 : études de faisabilité et techniques pour la requalification de la friche industrielle de l'ancien abattoir Tilly Sabco à Guerlesquin en partenariat avec la Région Bretagne et l'EPFr Bretagne.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

ACTION 1 : Lancement d'une étude prospective des zones d'activités économiques qui vise notamment à identifier les friches industrielles afin d'identifier et prioriser les actions prospectives à mettre en œuvre à moyen et long termes en matière d'aménagement de zone.

ACTION 2 : Lancement d'une étude de requalification du port du Corniguel

ACTION 3 : Réaménagement du quartier de la Gare " 765 Avenue" et requalification des friches industrielles.

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

ACTION 1 : Requalification de la friche industrielle GAD, actuellement partiellement utilisée par Mowi (fabrication de saumons fumés) comme outil transitoire avant l'ouverture de la nouvelle usine en construction. Placé en redressement judiciaire le 27 février 2013, l'entreprise

GAD a fermé l'abattoir de Lampaul Guimiliau en octobre 2013, provoquant le licenciement de 800 salariés. Le bâtiment est aujourd'hui occupé de manière partielle et temporaire par Mowi. Le site de près de 8 hectares est en entrée de la commune, il faut le restructurer, le requalifier de manière durable.

BUDGET : 60K€ (coût des études pour confirmer le maintien de la destination industrielle du site en 2021 et à chiffrer si les études valident la faisabilité d'un ou plusieurs projets industriels sur le site.

ACTION 2 : Projet expérimental - remettre à l'herbe ou en culture les friches agricoles du territoire afin de compenser la consommation de foncier en zones d'activités et de développer le potentiel d'accueil d'entreprises industrielles dans ces zones.

La campagne du Pays de Landivisiau compte de nombreuses friches agricoles, principalement des poulaillers et des porcheries. Ces bâtiments sont vétustes, amiantés et difficilement utilisables pour d'autres activités. Les élus souhaitent mener une expérimentation qui se déroulerait en plusieurs phases :

- Un diagnostic de l'existant
- Un 1^{er} achat de 5 friches correspondant à environ 1 hectares
- Un désamiantage de ces 5 friches et une déconstruction
- Une remise à l'herbe ou à la culture

Si cette action fonctionne, l'idée serait d'utiliser la même procédure afin de remettre en culture toutes les friches. Cette expérimentation permettrait de compenser l'extension des zones d'activités du territoire situées sur des axes stratégiques et de répondre aux exigences de la zéro artificialisation.

BUDGET : 800 000€

POHER COMMUNAUTE

Requalification de trois sites industriels sur le secteur de la gare à Carhaix.

Poher communauté développe depuis plusieurs années une stratégie visant à créer les conditions d'un environnement propice à la création, l'implantation et le développement des entreprises.

Au travers du développement des parcs d'activités, la volonté de Poher communauté est d'offrir à court, moyen et long terme, une offre économique diversifiée correspondant aux exigences des entreprises et au contexte local.

Poher Communauté est également engagée dans une démarche de renouvellement urbain et de densification des zones existantes afin de réduire la consommation de l'espace en réutilisant les secteurs déjà équipés. Une étude préalable pour le réinvestissement du secteur de la gare (3 sites industriels en cours de cessation d'activités – 15ha environ) s'inscrit dans ce cadre

HAUT-LEON COMMUNAUTE

Etudes sur les requalifications possibles de sites préalablement occupés par des dépôts coopératifs ou expéditeurs de légumes.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAUTE CORNOUAILLE

Etudes sur les requalifications possibles de sites préalablement occupés par des entreprises industrielles agroalimentaires.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME :

Commune de Pont-de-Buis-les-Quimerç'h : réhabilitation d'une partie de la friche industrielle de Nobel Sport et amélioration du paysage urbain de la zone (partenariat commune-industriel). La commune de Pont-de-Buis-Les-Quimerç'h, dans le cadre du programme « petites villes de demain », travaille de concert avec l'entreprise Nobel Sport pour requalifier une partie du site devenue friche et améliorer l'entrée du site et sa valorisation paysagère.

Une étude de 2010 à réactualiser a identifié les potentiels de réhabilitation de la friche de la poudrerie et une lettre d'intention a été déposée le 31/12/2020 à la Sous-préfecture et à la Dréal au titre du recyclage des friches industrielles.

CCIMBO

Réhabilitation d'une friche industrielle urbaine à Brest :

Le CEFORTECH, centre de formation technique de la CCI MBO, forme dans les domaines de la manutention industrielle, de la logistique et des transports, de la sécurité électrique, de l'hygiène et de la sécurité au travail, mais aussi de la peinture industrielle. Il accueille près de 6000 stagiaires par an en provenance des entreprises industrielles du secteur. Situé depuis toujours dans la zone portuaire de Brest, il est contraint de déménager du fait de la mise en place du nouveau « Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) du port de Brest, sans que ce déménagement soit financé. L'implantation sur un nouveau site permettra la sécurisation et le développement de l'activité du centre au service de l'ensemble des entreprises industrielles du territoire. Afin de minimiser le coût de l'opération, le projet, plutôt que de construire du neuf sur un terrain vierge porte sur la réhabilitation d'une friche industrielle urbaine à Brest : l'ancienne usine SDMO de fabrication de groupes électrogènes.

BUDGET prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Le coût total d'opération comprenant l'achat du site, sa réhabilitation, le déménagement du CEFORTECH, est estimé à 6,8M €HT.
- Les indemnités d'éviction résultant de la mise en œuvre du PPRT seront entièrement consacrées à l'opération. Leur montant, qui reste à préciser, est aujourd'hui estimé entre 1,2 et 1,7 M€, et est très insuffisant pour couvrir le coût d'opération à un niveau compatible des capacités d'autofinancement de l'activité

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

MORLAIX COMMUNAUTE

Soutien aux études, aux aménagements de requalification et aux dispositifs de renouvellement de bâtiments

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

Soutien aux études et aux dispositifs de renouvellement de bâtiments

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

Soutien à l'action 1 pour les études de faisabilité

Soutien à l'action 2 pour le désamiantage de 5 friches agricoles

POHER COMMUNAUTE

Soutien aux études pré opérationnelles, diagnostic et fouilles archéologiques, à l'acquisition et aux travaux

HAUT-LEON COMMUNAUTE

Soutien à l'action pour les études de requalification de friches et requalification de bâtiment sur ces sites

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAUTE CORNOUAILLE

Soutien à l'action pour les études de requalification de friches et requalification de bâtiment sur ces sites

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME

Soutiens aux études préalables, destruction/requalification et aménagements de la zone de Nobel Sport

CCIMBO

Soutien financier à l'investissement

Calendrier :

MORLAIX COMMUNAUTE

2021 – 2023

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

2021

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

ACTION 1 : 2021 (phase étude)

ACTION 2 : 2021 – 2022

POHER COMMUNAUTE

2021-2022

HAUT-LEON COMMUNAUTE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAUTE CORNOUAILLE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME :

2021-2023 : Etude – achat –réhabilitation

CCIMBO

Achat du site fin 2020

Début des travaux : second semestre 2021, après dépollution du site par l'ancien occupant

Ouverture du centre : mi 2023

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

MORLAIX COMMUNAUTE

- ACTION 1 : 2021
- ACTION 2 : 2021 / 2022
- ACTION 3 : 2023 / 2024

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

- Etudes en cours et dispositif de soutien financier opérationnel

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

- ACTION 1 : échange avec la Région Bretagne / SEMBREIZH / EPF / EPCI sur le devenir du site
- ACTION 2 : démarrage du recensement des friches en lien avec les communes

POHER COMMUNAUTE

- Etude de revitalisation en cours : diagnostic et scénarii finalisés

HAUT-LEON COMMUNAUTE

Lancement d'une étude en janvier 2021 sur la faisabilité, le coût et l'aménagement potentiel d'une friche en entrée de ville à Plouescat

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAUTE CORNOUAILLE

Courant 2021, réflexions et identification des sites à réhabiliter

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME :

Pré-étude réalisée et travail en cours avec Nobel Sport sur la partie foncière

CCIMBO

- La faisabilité technique de l'opération et de l'implantation du Cefortech sur l'ancien site a été validée, de même qu'un pré programme de l'installation.
- La suite de la mise en œuvre est conditionnée par le bouclage du plan de financement

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

MORLAIX COMMUNAUTE

- Nombre de sites réhabilités
- Montant des aides financières aux investissements immobiliers

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

- Nombre de sites réhabilités
- Montant des aides financières aux investissements immobiliers

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE LANDIVISIAU

- ACTION 1 : si le site est réhabilité, qualité du ou des prospects chauds intéressés
- ACTION 2 : acquisition réalisée des 5 friches

CCIMBO

- Réalisation de l'investissement et reprise de l'activité sur le nouveau site

POHER COMMUNAUTE

- Nombre de contacts et taux d'occupation

HAUT-LEON COMMUNAUTE

- Faisabilité de l'action et nombre de contact

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE CROZON-AULNE MARITIME :

- Réhabilitation de la friche

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE HAUTE CORNOUAILLE

- Faisabilité de l'action et nombre de contact

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 23 - Inciter au renouvellement urbain

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest métropole, Quimper Bretagne Occidentale, Morlaix Communauté

Objectifs :

Favoriser le renouvellement urbain afin de limiter la consommation de foncier agricole et d'être en capacité d'accompagner les projets de développement des entreprises industrielles.

Actions et budgets prévisionnels par EPCI (répartition des engagements par partenaires) :

BREST METROPOLE

Mettre en place des dispositifs visant à favoriser le renouvellement des bâtiments économiques industriels situés dans les Z.A. historiques :

- **ACTION 1** : Inciter au renouvellement urbain de bâtiments économiques par un dispositif de soutien aux investissements immobiliers des entreprises dans les ZAE historiques concernant des travaux de construction, d'extension et de réhabilitation de locaux industriels.
BUDGET : 1 M d'€/an
- **ACTION 2** : Accompagner les entreprises industrielles dans la recherche de solutions permettant de densifier leurs parcelles par la mise en place d'un service d'architecte-conseil.
BUDGET : 50 k€/an

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

- **ACTION 1** : Dispositif d'incitation aux investissements immobiliers : soutien aux investissements immobiliers des entreprises afin d'accompagner les acteurs économiques dans les travaux de construction, d'extension et de réhabilitation de locaux professionnels

MORLAIX COMMUNAUTE

- **ACTION 1** : Dispositif d'incitation aux investissements immobiliers : soutien aux investissements immobiliers des entreprises afin d'accompagner les acteurs économiques dans les travaux de construction, d'extension et de réhabilitation de locaux professionnels
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

BREST MÉTROPOLE

Soutiens à l'action 1, concernant le plan d'investissements de modernisation des ZAE historiques et à l'action 2 concernant les dispositifs de renouvellement des bâtiments économiques et le service d'architecte-conseil.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

Soutien aux dispositifs de renouvellement de bâtiments

MORLAIX COMMUNAUTE

Soutien aux dispositifs de renouvellement de bâtiments

Calendrier :

BREST MÉTROPOLE

ACTIONS 1, 2 : 2^{ème} semestre 2021

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

ACTION 1 : 2021

MORLAIX COMMUNAUTE

ACTION 1 : 2021 – 2023

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

BREST MÉTROPOLE

- ACTION 1 : Réalisation d'une étude du potentiel de densification et de renouvellement du foncier économique réalisée par l'ADEUPA (septembre 2019) : état des lieux de la densité des espaces économiques du Pays de Brest, état des lieux des friches industrielles et agricoles sur le Pays de Brest, proposition de leviers d'action pour densifier et renouveler.
- ACTION 2 : Retour d'expérience de la démarche de mise en place du Klub pour les ZAE de Kergaradec, Hermitage, Kergonan et Lavallot.

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

- ACTION 1 : Etudes en cours et dispositif de soutien financier opérationnel

MORLAIX COMMUNAUTE

- ACTION 1 : 2021 / 2022

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

BREST MÉTROPOLE

- ACTION 1 : nombre de dossiers accompagnés
- ACTION 2 : nombre d'adhérents aux clubs d'entreprises de ZA

QUIMPER BRETAGNE OCCIDENTALE

- ACTION 1 : Montant des aides financières aux investissements immobiliers

MORLAIX COMMUNAUTE

- ACTION 1 : Montant des aides financières aux investissements immobiliers

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

PROJET

Axe 4 - INNOVER

L'INDUSTRIE EN TRANSITION

Maître d'ouvrage de l'action : Brest métropole, CCIMBO, Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, Quimper Bretagne Occidentale, Communauté de Communes du pays de Landerneau-Daoulas, CRT Morlaix

Partenaires financiers engagés : SOTRAVAL, CEA TECH BRETAGNE, ADRIA, BANQUE DES TERRITOIRES, G4DEC, Europe, Région, Département, Morlaix Communauté

Description de l'action :

Les industriels sont confrontés à de nombreuses mutations d'ordre technologique, organisationnel, réglementaire, auxquelles ils doivent s'adapter.

Afin de les accompagner dans ces transitions et d'accroître ainsi leur résilience et leur compétitivité, deux enjeux majeurs ont été identifiés :

Enjeu 5 : Accompagner la transformation du secteur industriel breton

Enjeu 6 : Favoriser la décarbonation de l'industrie

Enjeu 7 : Développer des filières industrielles stratégiques émergentes et en développement

ENJEU 5 : Accompagner la transformation du secteur industriel breton

Diagnostic de la situation :

Une étude réalisée en 2018 par Bpifrance, auprès de 1 800 dirigeants de PME et ETI sur leur maturité digitale, a démontré que 87 % n'engagent pas de chantier stratégique pour leur société.

De nombreuses PME et ETI se sentent démunies face au phénomène de transformation. Elles pensent à tort que les transformations numérique, écologique, organisationnelle... sont réservées aux grandes entreprises. Que ce sont des projets longs et compliqués.

Forts de ces constats, plusieurs dispositifs et ressources techniques ont été déployés pour aider les TPE, PME, ETI à engager ces chantiers et renforcer leurs capacités d'actions.

Ces dispositifs sont limités dans le temps et en nombre de jours d'accompagnements, puisqu'ils sont issus de programmes régionaux, d'Etat et européens. Ils ont également pour objectif de rendre accessible le « conseil » en prenant en charge une partie du coût de la prestation de conseil. Cependant, on note que les jours de conseils subventionnés permettent de poser le diagnostic et d'identifier les actions à mettre en œuvre, mais reste insuffisant pour accompagner certaines TPE&PME à passer d'un modèle artisanal à un modèle préindustriel ou industriel.

La démarche Territoire d'industrie, crée l'opportunité de mettre en lumière les dispositifs d'accompagnement individualisés et/ou collectifs favorisant la transition industrielle en les complétant le cas échéant. En revanche, des ressources techniques doivent pouvoir intervenir en soutien des besoins des industriels, objet de l'action développée :

Action 24 -Des ressources techniques favorisant le transfert de technologies et process de l'industrie du futur vers les industriels ainsi que le développement de compétences nécessaires.

ACTION 24 - Des ressources techniques favorisant le transfert de technologies et process de l'industrie du futur vers les industriels ainsi que le développement de compétences nécessaires

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest métropole, Quimper Bretagne Occidentale, CRT Morlaix et CCIMBO

Partenaires financiers engagés : CEA TECH BRETAGNE, ADRIA, BANQUE DES TERRITOIRES, Europe, Région, Département, Morlaix Communauté

Objectifs :

- Pérenniser l'activité industrielle, accompagner la transition et relocalisation industrielle
- Fournir aux industriels des ressources techniques et d'expertises de pointe qu'ils ne peuvent internaliser, faute de besoins permanents, sur des projets indispensables aux besoins d'évolutions techniques, technologiques et d'innovation
- Favoriser le transfert de technologie

Description des actions :

EPCI / UIMM / CCIMBO :

Accompagnements, conseil post programmes

Pour continuer à soutenir les TPE, les PME, les ETI, post programmes d'accompagnements Breizh Fab, Check innov....une réflexion pourrait être engagée pour que des opérateurs privés, publics, branches professionnelles... puissent continuer à accompagner à moindre coût les entreprises qui en ont le plus besoin.

Un budget pourrait être demandé pour engager ce projet, et faire en sorte que nos TPE & PME aient des fondations organisationnelles solides pour affronter les modèles industriels de pays à moindre coût. Ce projet vient conforter le projet « Territoires d'industrie » qui vise à rendre fort et compétitif nos industries, d'autant que la pointe Bretagne est une péninsule qui pénalise nos industries sur les coûts de transports supplémentaires.

Plusieurs dispositifs d'accompagnements ont été déployés à l'échelle régionale auprès des industriels afin de les aider à répondre aux enjeux suivants :

- Les difficultés de transformation et d'organisation pour être compétitif,
- La réduction de leur empreinte carbone,
- Le développement à l'international,
- Le développement de produits, de procédés innovants...

Le programme BreizhFab

Né d'un partenariat entre la Région Bretagne, l'Etat, le CETIM (Centre technique des industries mécaniques, la FIM (Fédération des industries mécaniques), l'UIMM (Union des Industries et métiers de la métallurgie) Bretagne, la CCI (Chambre de commerce et d'industrie) Bretagne, l'Institut Maupertuis et PlastiOuest (organisation professionnelle représentative des entreprises de la Plasturgie et des Composites pour les territoires du Grand Ouest), BreizhFab présente quatre axes d'actions :

- La « simplification et valorisation des solutions existantes » consiste notamment à établir un recensement des solutions existantes chez les fournisseurs,

- L'« accompagnement sur-mesure » (5 à 7 jours) des PME, adapté à leurs besoins avec des journées de conseils apportés par des experts. Les industriels pourront également participer à des actions collectives courtes avec d'autres entreprises confrontées à des problématiques similaires. (Prise en charge à hauteur de 70%),
- L'action « renouvellement du programme Industrie du futur » (11,5 jours max) va poursuivre l'accompagnement des PME vers l'industrie du futur, avec l'objectif de doubler le nombre d'entreprises déjà aidées depuis 2016 par le programme régional de modernisation de l'outil de production. (Prise en charge à hauteur de 70%),
- La « mobilisation des industriels » est dédiée à la mise en place d'événements tels que l'Open de l'industrie Bretagne, qui mixe conférences et rendez-vous d'affaires, ou les rencontres du Comité de développement des industries de Bretagne (CDIB) qui sont des lieux d'échanges permettant en particulier de susciter des partenariats de proximité.

Le programme Check'Innov

Le programme CCI Innovation intitulé « Check'Innov » vise à optimiser les démarches d'innovation des PME. Entièrement financé par l'Europe, cet accompagnement de 5 à 7 jours, opéré par des consultants référencés permet d'évaluer les forces et les faiblesses des entreprises, pour structurer une démarche d'émergence des idées et d'innovation.

Par ailleurs, d'autres programmes existent pour accompagner les industriels dans leurs réflexions dont notamment accompagnement RH de la DIRECTE, Programme accompagnement PBRH+ etc.

DES RESSOURCES TECHNIQUES ET D'EXPERTISES

CRT Morlaix :

Le programme d'actions du Centre de Ressources Techniques (CRT) de Morlaix

Unique sur le territoire, le CRT de Morlaix est un outil de développement économique du Finistère et de la Région Bretagne qui accompagne les industriels du Grand Ouest dans leur processus qualité et démarche d'innovation depuis 1996.

Rattaché à la CCIMBO délégation de Morlaix, le centre d'innovation technologique réalise deux types de missions :

- 80 % de l'activité du centre est réalisée dans le cadre de prestations commerciales à destination des entreprises. Toutes les activités industrielles (la plasturgie, la mécanique, l'électronique...) et tous les secteurs économiques (l'automobile, les télécommunications, l'aéronautique, le nautisme, le génie thermique, ou encore l'agro-alimentaire...) peuvent bénéficier des prestations du CRT de Morlaix :
 - Contrôle 3D : optique, par contact
 - Numérisation 3D : par tomographie ou par scanner laser
 - Ingénierie : choix des matériaux, conception et reconception, simulation et prototypage, transfert de technologie
 - Etalonnage, vérification d'instruments de mesure et gestion de parcs
- 20 % de l'activité du centre est réalisée dans un but non lucratif, dans le cadre d'un programme d'actions d'animations et de conseil en innovation, la mission « ACI »

Le CRT organise ou co-organise de nombreux évènements : des journées techniques, des conférences, des animations, des démonstrateurs à l'occasion de salons (Open de l'Industrie, CFIA ...).

Grâce à ses équipements et ses nombreux partenariats techniques (centres de recherche, centres techniques, instituts...), le CRT accompagne les porteurs de projets innovants et les entreprises dans la conception de produits et l'évolution de leurs process de fabrication.

Dans une volonté d'amplifier les missions du CRT, un nouveau programme d'investissement permettra de :

- Répondre à des demandes toujours plus complexes de la part des industriels
- Répondre aux évolutions des exigences normatives
- Gagner en productivité et en compétitivité
- Accompagner l'innovation

L'Agence Régionale Information Stratégique et Technologique

ARIST propose des solutions sur mesure pour vous permettre de renforcer vos processus IE, de veille et d'innovation.

- 11 collaborateurs spécialisés en gestion de l'information, conseil en innovation, propriété industrielle, normes et réglementations,
- Des méthodes pragmatiques adaptées aux PME,
- L'animation d'un observatoire des pratiques de veille des PME bretonnes, en partenariat avec le Conseil régional et l'Agence Economique de Bretagne,
- La participation à des opérations collectives pour le compte de filières, clusters et pôles de compétitivité.

Le Pôle supérieur du bâtiment intelligent

Le secteur du bâtiment irrigue l'activité économique de l'ensemble des territoires. Comme l'ensemble des secteurs il est confronté à la nécessité de réussir cette transition. Celle-ci devra concerner l'ensemble des acteurs du secteur, quels que soient leurs tailles ou leurs lieux d'implantation.

L'enjeu du passage à l'économie 4.0 du secteur du bâtiment n'est ainsi pas seulement sectoriel, mais également crucial pour préserver la vitalité économique des territoires dans leur maillage le plus fin. La mise en œuvre de ces transitions va nécessiter une transformation et une élévation des niveaux de compétence des personnels des entreprises et de leurs encadrants.

C'est pour répondre à ce besoin que le CESI et la CCIMBO s'allient pour créer à Brest un

« Pôle supérieur du bâtiment intelligent et de l'économie 4.0 », centre de formation par alternance post-bac dans le secteur du bâtiment et des formations transverses à destination des PME du territoire, et centre de transfert à destination de ces mêmes entreprises.

Les formations seront opérées d'une part par l'établissement de Brest de CESI et d'autre part par l'établissement Suplfac de la CCIMBO et seront de niveau bac+2 à bac+5 (ingénieur bâtiment).

Le site sera dimensionné pour accueillir 1 000 étudiants en alternance, pour une surface utile d'environ 4 000 m².

Sa proximité immédiate de l'actuel campus des métiers de la CCIMBO permettra d'éviter de dupliquer certaines installations lourdes déjà existantes et pouvant être mutualisées (Amphithéâtre, restaurant, hébergement, installations sportives, soutien technique et logistique...) et de diminuer d'autant les coûts d'investissement.

Quimper Bretagne Occidentale :

Le CEA Tech Bretagne

La filière IAA, fortement soutenue par Quimper Bretagne Occidentale, se voit offrir des conditions favorables à son développement et propice à l'innovation. En témoigne la présence de :

- Deux ateliers agroalimentaires à la pépinière des innovations de Quimper,
- l'ADRIA (institut technique agro-industriel spécialisé dans la sécurité des aliments et l'innovation produit),
- Breizh pack (Centre d'innovation technologique interface recherche/industrie),
- Act food Bretagne (la fédération des centres techniques agri-agro bretons),
- CEA Tech Bretagne (implanté depuis 2018 à Quimper) qui a pour mission d'intervenir dans les domaines des productions végétales (horticulture, serres, plein champ), animales (élevage) et produits de la mer, ainsi que l'agroalimentaire.

Le rôle du CEA Tech Bretagne auprès des agro-industriels mérite d'être valorisé et développé, les équipes pouvant apporter leurs expertises dans de nombreux domaines :

- L'agriculture et de l'élevage de précision en pensant « au juste besoin » l'utilisation de l'eau, de l'énergie, des intrants et des antibiotiques,
- L'optimisation de la détection de pathogènes ou le développement de solutions pour améliorer la réactivité lors de crises sanitaires.
- En lien avec la Région Bretagne, une attention particulière est apportée aux conditions de travail et aux troubles musculo squelettiques dont sont particulièrement atteints les ouvriers de l'industrie agro-alimentaire.

Actions et Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Accompagnement, conseil post programmes (Maitre d'ouvrage à définir) :

- Pour définir les budgets, moyens ...nous pensons que cette idée de « post accompagnement » des industriels doit être tranchée au niveau du groupe de travail ou sont réunis les binômes élus-industriels. A ce titre, les budgets, moyens...n'ont pas été déterminés et le porteur de l'action non déterminé.
- Cet axe doit être partagé pour engager les débats et définir, ou pas, la poursuite de ce projet.

CRT Morlaix :

ACTION 1 : réaliser un programme d'investissements dans des nouvelles techniques et équipements de très haute précision afin de renforcer la productivité et la compétitivité des entreprises

- 450 k€ pour l'achat d'un micro-tomographe : tomographie à haute résolution pour de nouveaux marchés comme l'électronique, l'aéronautique, la recherche... Nouveau système permettant de répondre aux nouvelles exigences en termes de qualité métrologique.

- 150 k€ pour l'achat de lumière structurée : numérisation rapide et automatique pour le contrôle de pièces surmoulées (ex : connecteurs) et pièces au design complexe (ex : aube de turbine) omniprésentes dans les domaines de l'automobile et de l'aéronautique, notamment sur des radars, sonars.
- 120 k€ pour l'achat d'un scanner direct automatique : numérisation sans contact, d'environnement inaccessible pour des scanners manuels, utilisée pour des mesures sur de très grandes structures, dans les domaines éolien, militaire, naval, exemple : intérieur et extérieur complet d'usine, structure de support d'éolienne, radôme de grandes dimensions.

ACTION 2 : réaliser un programme d'accompagnement des entreprises dans leurs projets innovants :

- Coût total de l'opération : 200 k€

Plan de financement : soutien public et autofinancement :

- 100 k€ du Conseil Régional de Bretagne
- 35 k€ de Morlaix communauté
- 65 k€ de la CCIMBO

Quimper Bretagne Occidentale :

Budget à compléter

ACTION 1 : faire connaître le CEA tech auprès des industriels grâce à l'aménagement d'un showroom de présentation des actions du CEA Tech,

ACTION 2 : développer des contrats entre le CEA Tech et les entreprises du territoire. Ainsi avec plus de 200 rencontres d'entreprises et environ 60 projets initiés avec des entreprises bretonnes, l'implantation du CEA Tech a permis de multiplier les appuis aux entreprises du territoire : HENAFF, ENTECH, LACTALIS, IJINUS, GUELT, ...

ACTION 3 : créer des plateformes technologiques à Quimper sur la thématique agri/agro. Ces plateformes sont, sur une thématique technologique donnée, un ensemble unique de compétences humaines, de moyens logiciels et de matériels de pointe, au service de projets de R&D collaborative associant le CEA et ses partenaires académiques et/ou industriels.

Depuis 2018, l'équipe du CEA analyse les plateformes technologiques qui pourraient être mise en œuvre au regard d'une part des besoins exprimés par les entreprises du territoire et de la complémentarité avec les dispositifs de recherche et d'innovation déjà présent en Bretagne.

A ce jour, le CEA a identifié les deux thématiques des futures plateformes de la PRTT bretonne

- ✓ L'usine du futur ou usine 4.0 (local d'accueil potentiel identifié : atelier agro de la pépinière des innovations). L'étude de cette plateforme est notamment réalisée dans le cadre de l'appel à projet Plateformes d'accélération vers l'industrie du Futur et en collaboration avec BDI qui anime le programme AGRETIC depuis plus de 10 ans.
- ✓ Le laboratoire du futur sur la Sécurité Sanitaire et Qualité Alimentaire.

CCIMBO :

Pôle supérieur du bâtiment intelligent :

- Coût total d'opération (y compris foncier déjà acquis et études préliminaires réalisées) : 9,2M €HT
- Coût d'investissement à réaliser : 8,7 M€HT
 - ✓ Plan de financement envisagé : Autofinancement : 50%,

- ✓ Soutien public demandé : 50% (partenaires sollicités : Conseil régional de Bretagne, Conseil départemental du Finistère, Brest Métropole, Etat)

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

Accompagnement, conseil post programmes (Maitre d'ouvrage et budget à définir) : 20 jours x1000€ HT ? Soutien financier.

CRT Morlaix : Soutien aux investissements et moyens humains.

Quimper Bretagne Occidentale : **A compléter**

CCIMBO :

- Soutien financier
- Les formations seront assurées en partenariat et en complémentarité d'une part par l'établissement de Brest du CESI et d'autre part par l'établissement Sup IFAC de la CCIMBO et seront de niveau bac+2 à Bac+5 (ingénieur bâtiment).
- Les installations lourdes (amphithéâtre, restauration, installations sportives, ...), la maintenance et la logistique seront mutualisées avec celles déjà existante du campus des métiers de la CCIMBO, permettant de réduire d'autant les coûts d'investissement. Réalisation d'un bâtiment de 3950m2 à proximité du campus des métiers, permettant l'accueil et la formation de 1000 alternants par an

Calendrier :

CRT Morlaix : 2022-2027

Quimper Bretagne Occidentale : **Lancement de l'accompagnement du projet Hyper Froid du groupe NICOT - 3ème trimestre 2020**

CCIMBO (pôle supérieur du bâtiment intelligent) : Début des travaux de construction en 2021 pour une ouverture du site à la rentrée de 2023

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Accompagnement, conseil post programmes (Maitre d'ouvrage à définir).

CRT Morlaix : En attente du prochain CPER 2021-2027 en cours de définition octobre 2020. Dépôt de dossier en 2021.

Quimper Bretagne Occidentale : **A compléter**

CCIMBO (pôle supérieur du bâtiment intelligent) : Foncier acquis en juillet 2020 / Programme détaillé en cours de finalisation

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'entreprises accompagnées.
- Nombre de projets financés.
- Nombre d'étudiants et d'alternants (pôle supérieur du bâtiment intelligent)

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ENJEU 6 : Favoriser la décarbonation de l'industrie

Diagnostic de la situation

Les activités industrielles représentent une part prépondérante des activités polluantes et induisent dans de nombreux cas des externalités négatives impactant fortement les territoires. Près de 20% des émissions de gaz à effet de serre en France sont attribués aux activités industrielles.

Afin d'atteindre les objectifs de neutralité carbone, il est important d'accompagner les industriels dans leur décarbonation. Plusieurs pistes sont envisagées :

- L'intégration des énergies nouvelles renouvelables dans l'industrie ;
- Le vecteur hydrogène ouvre de nouvelles perspectives : stockage de l'électricité, gestion des réseaux énergétiques, mobilité propre... ;
- Les projets de mutualisation et de réutilisation des flux,
- L'accompagnement des industriels dans les transitions.

A ces fins, il est proposé l'action suivante :

Action 25 - Les soutiens à l'efficacité énergétique industrielle : la décarbonation

ACTION 25 - Les soutiens à l'efficacité énergétique industrielle : la décarbonation

Maitre d'ouvrage de l'action : Brest métropole, Communauté de Communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay, Poher communauté, Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas, Communauté de communes de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime, CCIMBO
Partenaires financiers engagés : Sotraval, G4DEC

Description des actions :

Les objectifs nationaux pour lutter contre le changement climatique s'appuient sur deux priorités : le développement des énergies renouvelables et la sobriété énergétique. Afin de répondre à ces enjeux, plusieurs solutions sont en cours d'étude ou de développement et portent sur :

- Augmenter le potentiel de production ENR (solaire, éolien, réseau de chaleur...) et de solution de stockage de l'énergie (hydrogène vert) pour les accompagner efficacement dans leur transition énergétique ;
- Engager une démarche d'écologie industrielle territoriale – axe fort de l'économie circulaire, via une mobilisation et une mise en synergie des acteurs du territoire, permettant d'optimiser la gestion des ressources et d'obtenir un fort taux de recyclage de la matière et des énergies.

Brest métropole :

La Stratégie Métropolitaine de Développement Économique a comme Défi n°4 de réussir les transitions, notamment en se saisissant des transitions numérique, écologique et sociétale, pour développer de nouvelles voies de croissance.

Dans ce cadre, l'appel à projets Réussir les transitions dans l'économie lancé par Brest métropole en juin 2019 a pour objectifs de soutenir les entreprises dans leurs transitions numérique, écologique et sociétale.

A ce jour, un budget global de 500 K€ encourage les entreprises à concrétiser leurs projets répondant aux transitions et étant créateurs d'emplois. Les entreprises industrielles sont particulièrement visées par ce dispositif.

Un abondement permettrait d'amplifier l'impact de ce dispositif en vue d'augmenter le nombre d'industriels soutenus et aussi de favoriser la relocalisation d'activité industrielle sur Brest métropole.

Par ailleurs, Brest métropole est fortement engagée à travers son Plan Climat Air Energie (PCAET), adopté en janvier 2020, dans une démarche de maîtrise de l'énergie avec pour objectif de diminuer cette dépendance énergétique en allant vers plus d'énergies renouvelables. Cette implication se traduit par la réalisation d'une boucle énergétique locale lors de la création de l'éco-quartier des Capucins ou encore avec le déploiement d'un réseau de chaleur de 45 kms de canalisation à destination de logements collectifs, universitaire ou hospitalier.

En partenariat avec l'ADEME, la CCIMBO, la CRMA et Ener'gence, Brest métropole vise également à encourager les acteurs du territoire à mettre en œuvre des actions Energie-Climat. Plusieurs actions en cours contribuent ainsi à sensibiliser et inciter les entreprises dans ces démarches, dont :

- Animation de réunions de sensibilisation à destination des entreprises sur des sujets de transition écologique,
- Dispositif d'accompagnement et aide à l'installation de production de chaleur renouvelable (Chaleur d'ici même animé par Ener'gence).

Dans une volonté d'accompagner et d'accélérer la décarbonation de l'industrie, de nouveaux projets d'expérimentation ou de développement (économie circulaire, hydrogène, énergies nouvelles renouvelables...) sont en cours d'investigation.

Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) :

Un projet de boucle d'autoconsommation collective est également en cours à l'échelle du Pôle économique du Pouillot (5 zones d'activités) à Châteaulin.

Porté par une société spécialisée dans le développement des énergies renouvelables (QUENEA Energies Renouvelables, Carhaix) avec l'appui de la CCPCP, la démarche soutenue par la Région et l'Europe implique à ce stade une 15aine d'établissements (entreprises industrielles, artisanales, collectivité locale). Le projet est similaire à la démarche engagée sur Poher Communauté avec pour objectif la mise en place au bénéfice des entreprises d'une véritable offre d'électricité verte, produite localement dans une logique de circuit court.

Poher communauté :

Une boucle d'autoconsommation collective à l'échelle de deux zones d'activités de Poher communauté est actuellement en cours d'étude. Elle est portée par une entreprise du territoire, lauréate d'un appel à projet, avec le soutien de Poher communauté.

A ce stade, une dizaine d'entreprise sont mobilisées autour de ce projet dans l'objectif de :

- Profiter d'une énergie produite localement à un prix maîtrisé et avec une garantie de traçabilité
- Prendre part à une démarche pionnière en faveur de la transition énergétique
- Engager une dynamique sur les questions énergétiques
- Contribuer au développement d'une activité économique locale
- Participer à un projet de territoire.

Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) :

La Communauté de Communes du pays de Landerneau-Daoulas mène des actions dans le registre de l'économie circulaire notamment au travers une démarche et un outil mutualisé à l'échelle de 4 EPCI du Nord Finistère (pays des Abers, Iroise, Lesneven Côte des Légendes et pays de Landerneau-Daoulas) : le G4DEC.

A destination des entreprises et des collectivités, le G4DEC accompagne, conseille, anime la thématique de l'économie circulaire au travers d'un programme d'actions individuelles et collectives, depuis sa création en avril 2019.

Du côté des entreprises et notamment des entreprises industrielles, l'objectif est de les accompagner, individuellement et collectivement, dans une meilleure gestion de leurs déchets, entamer une démarche d'éco-conception et mettre en place des synergies d'économie circulaire. Pour cela, une plate-forme d'échange de matériaux dématérialisée a été mise en place sur l'ensemble du territoire : MyUpcyclea. Cette plate-forme permet aux entreprises d'intégrer leurs besoins, leurs gisements ainsi que leurs capacités de transformation. Le G4DEC, dans sa démarche d'animation, alimente également cette plateforme, identifie les synergies et accompagne leur réalisation.

Communauté de communes de la presqu'île de Crozon-Aulne Maritime :

Autoconsommation d'électricité territorial :

Depuis de nombreuses années, la communauté de communes de la Presqu'île de Crozon-Aulne maritime est engagée dans le développement des énergies renouvelables-économie d'énergie en partenariat avec ENER'GENCE. En 2019, elle a été pionnière d'un programme « SMART GRID » qui rend autonome ses bâtiments communautaires.

En prolongation de cette réussite sur des bâtiments publics, elle lance en 2021 une étude de faisabilité d'un réseau d'autoconsommation à l'échelle d'une zone d'activité – la ZA de Kerdanvez à Crozon.

L'étude de faisabilité d'autoconsommation collective aura ainsi pour objet de définir le potentiel de production d'énergies renouvelables, d'identifier les entreprises intéressées par ce type de démarche et de créer ainsi un groupe de producteurs et de consommateurs.

L'une des phases de l'étude consistera à convenir d'une gouvernance et rédiger les statuts de la PMO (Personne Morale Organisatrice) pour préciser les liens entre les producteurs et les consommateurs.

CCIMBO :

Animer une démarche d'écologie industrielle territoriale dans les territoires.

Stimuler et organiser à l'échelle d'un territoire les échanges, entre entreprises, de ressources et de flux sous différentes formes : matières, énergie ou compétences.

Cette démarche se traduit par l'organisation d'ateliers interentreprises destinés à identifier les synergies de mutualisation et de substitution (collectes mutualisées, emplois partagés, transport, formation, valorisation des déchets pour les réintroduire dans un processus de production...).

La CCIMBO s'appuie sur l'outil CCI ACTIF, outil cartographique qui permet de consolider les données pour :

- Accélérer le déploiement des dispositifs d'écologie industrielle et territoriale pour diminuer le prélèvement de matières premières primaires, réduire le volume de déchets non valorisés et augmenter la durée et/ou le taux d'utilisation des ressources.
- Travailler autour d'une base de données de ressources unique, administrée par les CCI, permettant de connaître, d'anticiper et de cartographier les flux de matières et d'énergies des entreprises mais aussi de créer des synergies entre elles.
- Innover, expérimenter, trouver de nouvelles coopérations entre les acteurs économiques du territoire pour réutiliser des matières et des flux d'énergie. Des coopérations qui peuvent aussi prendre la forme de partage de compétences en fonction des besoins réels des entreprises ou d'achats en commun pour réaliser des économies.
- Favoriser la création d'emplois non délocalisables en développant de nouvelles activités économiques et en attirant de nouvelles activités grâce au réemploi, à la réutilisation ou au recyclage de matières. Favoriser également le développement de l'attractivité du territoire par l'émergence de nouvelles complémentarités entre entreprises.

Objectifs :

- Accompagner les industriels dans les transitions et le déploiement des énergies renouvelables,
- Etudier le potentiel de la filière hydrogène sur le territoire,
- Encourager les entreprises à développer des synergies collaboratives en vue de mettre en place une écologie industrielle territoriale, pilier de l'économie circulaire et encourager les logiques d'économie circulaire.
- Animer le territoire et impulser des échanges.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

Brest métropole :

- Mise en place d'un dispositif d'aide financière pour favoriser le déploiement des productions d'ENR photovoltaïque sur toiture ou ombrière de parking en passant le seuil de rentabilité : 250 k€
- Etude du potentiel technico-économique du développement de la filière hydrogène : 100k€
- Abondement à l'appel à projets « Réussir les transitions dans l'économie » à hauteur de 500K€ en faveur de projets de transitions d'industriels, d'implantation ou de relocalisation industrielle.

Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP) :

Projet privé de boucle locale d'autoconsommation collective à l'échelle du Pôle économique du Pouillot porté par un opérateur privé spécialiste du développement des énergies renouvelables, en partenariat avec les entreprises industrielles du pôle économique et la CCPCP :

- 600 K€ pour le coût études de faisabilité
- 2,4 M€ pour le coût de construction

Poher communauté :

A compléter

Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) :

- Budget total de l'opération G4DEC sur 3 ans : 800.000 € financé à hauteur de 400.000 € par l'ADEME (3 ETP et actions de communication). La part de la CCPLD : 100.000 €
- Plateforme MyUpcyclea (financement en propre) : 8.000 €/an licence territoriale

Communauté de communes de la presqu'île de Crozon-Aulne Maritime :

Budget : 40 000€ HT pour l'étude

Cette expérience pourrait être diffusée/dupliquée sur d'autres zones économiques et industrielles.

CCIMBO :

Sur une base de 2 Ateliers/an (prospection/organisation/suivi des entreprises/animation de la démarche) : 42 jours x 612 € = 25 704 € TTC

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

Brest métropole :

- Étude du potentiel de la filière hydrogène

- Développement des réseaux d'entreprises et animation territoriale. Réalisation d'éco-diagnostic, visites d'entreprises, ...
- Initier à l'échelle d'un « terrain d'expérimentation » une stratégie écologie industrielle et territoriale
- Soutien en investissement portant sur le déploiement des ENRs, de l'hydrogène et de ses usages.
- Soutien financier de l'Appel à projets réussir les Transitions dans l'économie

Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay (CCPCP)

Soutien financier à l'opérateur porteur du projet pour le volet études et la réalisation des investissements/construction de la boucle énergétique locale sur le Pôle économique du Pouillot

Poher communauté :

A compléter

Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) :

- Soutien financier pour le déploiement de la plateforme d'échanges
- Etude du potentiel d'écoconception sur le territoire
- Formation à l'écoconception des entreprises

Communauté de communes de la presqu'île de Crozon-Aulne Maritime :

- Soutiens aux études du potentiel des zones d'activités communautaires et sites industriels
- Soutiens aux investissements sur les sites potentiels

CCIMBO :

Soutien financier sur les moyens humains et matériels nécessaires à la réalisation de la démarche.

Calendrier :

Brest métropole : 2021/2022

Communauté de communes de Pleyben-Châteaulin-Porzay

Etude d'une boucle d'autoconsommation collective :

- Etudes de préféabilité technique (en cours)
- Montage juridique et financier (1er semestre 2021)
- Travaux : 2021-2022

Poher communauté :

Etude d'une boucle d'autoconsommation collective :

- Le prédiagnostic (réalisé)
- Le développement technique (en cours)
- Le montage juridique et financier (oct 2020 – avril 2021)

Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) :

- Le G4DEC est un projet sur 3 ans, démarré en 2019 et qui court jusqu'en février 2022.
- La plateforme d'échange est déjà mise en place et son développement est en cours. Une phase 2 du déploiement est prévue en 2021 pour autonomiser les entreprises dans son utilisation.
- Etude écoconception : 1er semestre 2021
- Formation écoconception : 1er semestre 2021

Communauté de communes de la presqu'île de Crozon-Aulne Maritime :

- Etude 6 mois : prestataire choisit en 2021

- Choix maîtrise d'œuvre : début 2022
- Investissement : mi 2022

CCIMBO :

- 2021/2022

Etat d'avancement au 02/04/201 :

Brest métropole :

- Étude du potentiel de la filière hydrogène : 2021
- Développement des réseaux d'entreprises et animation territoriale. Réalisation d'éco-diagnostic, visites d'entreprises, ... : 2021
- Initier à l'échelle d'un « terrain d'expérimentation » une stratégie écologie industrielle et territoriale : 2021/2022
- Soutien en investissement portant sur le déploiement des ENRs, de l'hydrogène et de ses usages : à définir
- Appel à projets Réussir les transitions dans l'économie lancé en juin 2019 : à mars 2021, 23 dossiers soutenus pour un total de subventions de 612 400 € et d'avances remboursables de 20 000 €, pour un total de 87 emplois directs estimés dans les 3 ans.

Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas (CCPLD) :

- Saisis dans la plateforme : 37 besoins, 44 gisements, 7 transformations
- Nombre d'entreprises accompagnées : 21 entreprises accompagnées dans le programme Destination économie circulaire dont 5 entreprises sur la CCPLD
- 6 synergies et 4 mutualisations

Communauté de communes de la presqu'île de Crozon-Aulne Maritime :

- Prestataire pour l'étude choisit : 6 mois d'étude

CCIMBO :

- La démarche qui a regroupé plus d'une soixantaine d'entreprises (production, industrie) sur le territoire de CCA a permis en 4 ans d'identifier plus de 600 synergies permettant aux participants de réaliser des économies et gagner en compétitivité.

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'actions collectives mises en place.
- Nombre d'inscrits à chaque action.
- Nombre d'entreprises adhérentes au projet / Nombre d'entreprises accompagnées.
- Production locale d'énergie.
- Nombre de synergies déployées.
- Tonnages évités

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ENJEU 7 - Développer des filières industrielles stratégiques émergentes et en développement

Diagnostic des actions :

La situation géographique du Finistère lui confère un environnement exceptionnel sur lequel se sont bâties des filières industrielles d'excellence, notamment dans l'agroalimentaire, la défense, le naval, la cosmétique...

La démarche Territoire d'industrie, est l'opportunité d'accélérer le développement de filières industrielles émergentes qui sont en lien avec les ressources existantes sur le Finistère :

Action 26 - La filière algues

Action 27 - La filière forêt-bois

Action 28 - La filière des énergies marines renouvelables

Action 29 - La filière de l'intelligence artificielle et de l'automatisme dans l'industrie

Action 30 - La filière biotechnologies marines

Les actions, pour chacune de ces filières, sont présentées ci-après.

Il convient également de s'organiser collectivement pour faire rayonner ces filières émergentes à l'extérieur du territoire afin de favoriser l'installation et le développement d'acteurs industriels à la pointe bretonne.

ACTION 26 - La filière algues

Maitre d'ouvrage de l'action : Pôle métropolitain du Pays de Brest, Technopôle Brest Iroise, CCIMBO Brest

Partenaires engagés : Les entreprises de recherche, transformation et fabrication de produits à base d'algues ; producteurs de biomasse, laminaires et algues de rive ; acteurs de l'enseignement supérieur et la recherche ; 7 EPCI du Pays de Brest et organismes dédiés au développement économique et à l'innovation

Description de l'action : Soutien à la structuration de la filière algues

Poursuivre et amplifier l'effort de structuration de la filière algues pour faire rayonner cette filière en développement et à fort potentiel qui valorise les bioressources du territoire.

Diagnostic de la situation :

En 2018 la filière algues représente 73 établissements et 850 emplois sur le Pays de Brest, en développement rapide et avec un fort potentiel de croissance. Cette filière innovante et exportatrice s'appuie sur une ressource algale abondante et diversifiée, l'une des plus importantes d'Europe. Et l'excellence de la recherche en biologie marine en particulier à Brest et Roscoff est un atout essentiel. Les principaux employeurs sont des entreprises spécialisées dans la recherche, transformation et fabrication de produits à base d'algues (TECHNATURE, LESSONIA, ALGAIA, JRS, GILBERT...) et les applications sont multiples (alimentation humaine et animale, chimie, cosmétique, santé...).

La pointe bretonne a le potentiel pour prendre une place de leader dans la valorisation des algues et de leurs actifs. Dans cette perspective le Cluster algues est un projet collaboratif initié sur la période 2018-2021 pour structurer la filière et asseoir son ancrage et son développement local.

L'enjeu est de doter ce Cluster algues de moyens ad hoc pour poursuivre ses actions après 2021 et d'y associer d'autres territoires de la pointe bretonne au-delà du Pays de Brest.

Le Cluster algues a été lancé en septembre 2018 par le Pôle métropolitain du Pays de Brest, en partenariat avec le Technopôle Brest-Iroise et la CCI MBO Brest, et avec le soutien de l'Europe, de la Région Bretagne et de 3 établissements bancaires.

Le Cluster algues se fixe 3 défis :

- Renforcer la R&D et le transfert vers les entreprises de la filière algues
- Structurer une filière d'approvisionnement en algues performante et durable
- Développer les synergies et coopérations pour stimuler le développement local

La feuille de route du Cluster algues pose comme priorité l'analyse de la qualité et la traçabilité des algues. Dans le contexte de crise sanitaire, économique et environnementale, ce défi de la traçabilité des algues est plus que jamais d'actualité, avec des exigences accrues sur l'origine des matières premières, sur la confiance dans les fournisseurs et leurs chaînes d'approvisionnement. Sur ce thème, le Cluster est impliqué dans 2 actions collaboratives de nature à constituer un avantage comparatif pour les acteurs locaux de la filière algues :

- Un état de l'art des méthodes analytiques des éléments à risques dans les algues (pilote par le Cluster algues) : cette étude pourra servir de socle pour guider de futurs choix analytiques et aider dans les choix de procédés de transformation des algues
- Un programme scientifique sur la teneur en éléments toxiques des algues (pilote par la Chambre syndicale des algues) : cette étude va permettre d'établir un diagnostic des contaminants pour

chaque espèce, d'évaluer l'exposition du consommateur et de proposer des recommandations aux commissions de normalisation en cours.

Objectifs :

- Amplifier la mise en réseau des acteurs de la filière algues de la pointe bretonne
- Poursuivre et accélérer les travaux collaboratifs pour constituer un socle de connaissances communes et participer activement aux évolutions normatives internationales

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Budget : 300 000 € sur 3 ans

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Ingénierie / animation
- Etudes

Calendrier :

- 2021-2024

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Plusieurs actions sont en cours pour mettre en œuvre la feuille de route du cluster :

- Etat de l'art sur la toxicologie et mesures d'éléments à risque dans les algues
- Etude économique sur la filière algues
- Veille réglementaire et scientifique
- Etat des lieux des moyens scientifiques pour la gestion de la ressource
- Outils de communication : site web, lettre d'information, vidéo, carte interactive des acteurs

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'entreprises locales dans la filière algues
- Nombre d'emplois créés dans la filière algues
- Investissements matériels et immatériels dans la filière algues

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 27 - La filière forêt-bois

Maitre d'ouvrage de l'action : Pôle métropolitain du Pays de Brest

Partenaires engagés : 7 EPCI et 103 communes du Pays de Brest, entreprises de la filière forêt-bois, opérateurs forestiers (ONF, CRPF), interprofession Abibois, Ener'gence, CAUE...

Description de l'action : Soutien à la structuration de la filière forêt-bois

L'objectif est de développer le « réflexe bois » et les usages du bois sur le territoire, pour que cette filière exprime sa valeur économique et écologique sur le territoire du Pays de Brest. Une stratégie et un plan d'actions 2021-2024 sont en cours d'élaboration avec les entreprises et acteurs publics de cette filière.

Diagnostic de la situation :

Le bois est une ressource naturelle et renouvelable qui permet de répondre à de nombreux besoins de notre société (construction, réhabilitation, aménagement, emballage et logistique, énergie, papier...). L'arbre est aussi un levier pour la qualité de vie et la résilience des territoires, offrant de nombreux services écosystémiques (diminution de l'empreinte carbone, reconquête de la biodiversité, énergie renouvelable...).

Le diagnostic territorial réalisé avec l'appui d'Abibois pose un défi – le développement local des marchés du bois d'œuvre (construction et aménagement) – et 8 propositions d'actions regroupés autour de 4 leviers : mobiliser les donneurs d'ordre, s'affirmer comme territoire de compétences, connecter la forêt locale aux marchés, implanter une culture bois. 100 professionnels représentant tous les maillons de la filière se sont déjà impliqués dans cette démarche collective public-privé pour exprimer le potentiel de la filière.

Avec 800 entreprises et 2 700 emplois en Pays de Brest, la filière forêt-bois est une source de développement économique local importante. On observe sur le territoire une concentration remarquable d'acteurs et de compétences bois, tous les maillons sont présents :

- Une industrie performante : avec des leaders régionaux de la charpente, du négoce et de l'industrie du bois, dont la plus grande unité de fabrication de mur à ossature bois et la plus grande unité industrielle de seconde transformation du bois en Bretagne
- Un appareil de formation qui répond aux besoins de compétences des entreprises locales : lycée de l'Elorn à Landerneau initiateur d'un fablab en début d'année, lycée Dupuy de Lôme à Brest, lycée des métiers du bâtiment à Pleyben, UBO Géoarchitecture (licence pro), EESAB Brest (atelier bois), école du Nivot (métiers de la forêt) ...
- Un secteur bois énergie dynamique : 1^{re} énergie renouvelable du Pays de Brest, 2^e territoire breton en volume de bois énergie, le potentiel de développement de nouvelles chaufferies reste important
- Un territoire relativement peu boisé mais avec un espace forestier significatif à proximité, notamment en Centre ouest Bretagne

Le diagnostic territorial fait également apparaître un déficit de culture en éco-construction chez les maîtres d'ouvrage mais des mentalités qui évoluent. Ces dernières années des projets bois et biosourcés ambitieux ont vu le jour sur le territoire. Ces réalisations sont de véritables démonstrateurs des atouts du bois et des compétences mobilisables localement pour construire et rénover des bâtiments. L'enjeu est de capitaliser sur ces réalisations et de positionner clairement le bois et les matériaux biosourcés dans les politiques d'urbanisme pour les projets à venir.

Objectifs :

- Orienter la commande publique vers le développement des usages du bois, notamment par le soutien aux matériaux biosourcés en construction et rénovation du bâti existant
 - Mettre en réseau les compétences locales en construction et aménagements bois, pour que ces compétences soient identifiées comme une ressource par les donneurs d'ordre
 - Favoriser une gestion durable de l'arbre connectée au marchés locaux (impulser des aménagements en bois local dans l'espace public)
 - Implanter une culture bois sur le territoire, par la sensibilisation des habitants et l'organisation de classes découverte forêt-bois
-

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Budget : 300 000 € sur 3 ans
-

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Ingénierie / animation
-

Calendrier :

- 2021-2024
-

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- Diagnostic filière : oct. 2019 à janvier 2020
 - Ateliers de co-construction d'actions : février 2020
 - Finalisation du diagnostic, synthèse et restitution des ateliers : été / automne 2020
 - Validation politique d'une stratégie et d'un plan d'actions : fin 2020
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de bâtiments publics construits ou rénovés bois
 - Nombre d'entreprises locales de la filière bois sélectionnées pour ces chantiers
-

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 28 - La filière des Energies Marines Renouvelables

Maitres d'ouvrage de l'action : Région Bretagne, Brest métropole, CCIMBO Brest, UIMM29

Partenaires engagés : France Energies Marines, Pôle Mer Bretagne Atlantique, Technopôle Brest Iroise, Campus Mondial de la Mer, Bretagne Ocean Power

Description de l'action : Soutien au développement de la filière des Energies Marines Renouvelables

Poursuivre et amplifier le développement de la filière des EMR à la pointe Bretagne en s'appuyant sur la vitalité de l'écosystème territorial pour faire rayonner cette filière à fort potentiel et ainsi favoriser l'émergence ou l'attractivité d'entreprises industrielles de production.

Diagnostic de la situation :

Reconnue pour son histoire maritime forte, les atouts de la pointe Bretagne pour le développement des énergies marines sont également considérables :

- Des infrastructures portuaires : le port de Brest fait l'objet d'un ambitieux programme de travaux, sous l'égide de la Région Bretagne, afin de créer de nouveaux espaces industriels, de près de 50 ha, qui favoriseront l'implantation de projets liés aux énergies marines renouvelables. Les travaux d'un montant de 220 millions d'euros s'achèveront en 2024.
- Des outils industriels portuaires : disposer d'un équipement de levage de forte capacité pour les colis lourds, la fabrication et l'assemblage des équipements éoliens et hydroliens de la technologie EMR.
- Des acteurs industriels positionnés et un réseau de PME compétentes et diversifiées dans les métiers des EMR,
- Une concentration d'acteurs de la recherche dans le domaine des sciences et techniques marines dont l'institut de transition énergétique France Énergies Marines,
- Des organismes de formation proposant des diplômes adaptés aux besoins des industriels, du bac pro au master spécialisé et au diplôme d'ingénieur.

Objectifs :

- Favoriser l'émergence de nouveaux projets et de solutions technologiques EMR par le développement de complémentarités territoriales entre industriels, sous-traitants, bureaux d'études, centres de recherches, instituts,
- Développer un ou des parcours de formation dédié à la filière EMR,
 - Identifier et mutualiser les besoins de compétences des industriels
 - Adapter l'offre de formation et créer de nouveaux parcours certifiants
- Proposer une offre locale d'implantation « clé en main » aux industriels et acteurs des EMR.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Co-financement d'un « bâtiment industriel relais » dédié aux EMR sur le Polder du port de Brest : 500 k€
- Communication / recrutement (RS, presse écrite régionale et nationale, vidéos) : 150 K€
- Co-financement d'un outil de production de type levage et manutention pour améliorer la performance industrielle des technologies manufacturées sur le polder EMR (Eoliennes, Hydroliennes...) : 800 K€

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :
Investissement - Communication

Calendrier :
2021 – 2025

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

A l'échelle de la Bretagne, Bretagne Ocean Power a d'ores et déjà permis :

- De définir des interlocuteurs privilégiés pour les donneurs d'ordre et des industriels de rang 1, pour la mise en relation avec la sous-traitance locale et l'accueil des activités autour des infrastructures portuaires
 - D'établir des partenariats entre les entreprises bretonnes pour accompagner leur développement dans les projets EMR
 - De promouvoir les atouts et les compétences régionales sur le marché export
 - L'installation effective d'industriels des filières éolien en mer posé et flottant, mais également hydrolien, va demander de déployer ces actions à l'échelle de l'hinterland portuaire brestois, et de son rayon d'action industrielle sur la pointe bretonne.
-

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

Nombre de nouveaux projets

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

ACTION 29 - La filière de l'intelligence artificielle et l'automatisme dans l'industrie

Maître d'ouvrage de l'action : Technopôle Brest Iroise
Partenaires engagés : Les établissements ESR, CCIMBO

Description de l'action : Promouvoir le développement de l'intelligence artificielle et de l'automatisme dans l'industrie

Afin de maintenir et développer la compétitivité des entreprises du territoire, et pouvoir envisager la relocalisation d'activités, il est important de pouvoir :

- Sensibiliser les entreprises à l'apport de l'IA dans leurs process,
- Permettre aux entreprises d'expérimenter / définir des solutions adaptées, en partenariat avec des prestataires experts du territoire,
- Former les techniciens et ingénieurs dont les entreprises vont avoir besoin pour intégrer ces technologies,
- Faire monter en compétence des ESN stratégiques sur le territoire (ASTEN, ALTRAN, CAP GEMINI, ID3S, BEABLE...) pour déployer l'expertise dans les entreprises,
- Lancer des challenges pour le développement de nouvelles solutions IA pour les Filières stratégiques du territoire : Santé, Agro/Agri, Défense, Maritime, Finances, ...

Diagnostic de la situation :

Les premières initiatives initiées en 2019-2020 sur la thématique (Brest is IA organisé en mars 2020, implantation de l'école Microsoft IA) ont démontré l'intérêt d'acteurs du territoire pour le sujet, ont permis d'identifier :

- Nombre d'acteurs et d'expertises présents sur le territoire (chercheurs, ESN, startups...),
- Le potentiel de développement de projets portés par ces acteurs dans des domaines très variés (santé, finance, agroalimentaire...).

Mais ce sujet reste encore traité au sein d'un cercle restreint d'interlocuteurs sensibilisés alors qu'il nécessite d'être déployé largement.

Objectifs :

- Fédérer et sensibiliser la communauté d'acteurs en pérennisant et développant l'événements Brest is AI (conférence de vulgarisation, meet up pour présenter des expertises, formation de découverte pour sensibiliser ...) et en animant cette communauté tout au long de l'année,
- Proposer un pack IA aux entreprises du territoire permettant de financer des experts pour établir un diagnostic, caractériser un besoin, tester une solution... pour initier une démarche d'intégration IA,
- Structurer et déployer une offre de formations en partenariat avec les établissements pour proposer aux entreprises toute la palette de compétences nécessaires.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- 135 k€ pour le financement d'un ½ ETP pour animer, fédérer, organiser la démarche, pendant 3 ans
- 15 k€ pour un Développement d'un site web
- 150 k€ pour le financement d'un pack IA pour 10 à 15 entreprises

- 20 k€ pour le soutien financier pour le lancement de nouvelles formations
- 10 k€ pour le soutien à l'organisation de Brest is IA (financement de conférenciers, location de salles, restauration...)

Soit 330 k€ sur 3 ans

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Ingénierie / animation
- Dépenses externes

Calendrier :

- 2021-2023

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

- 1ère formation Microsoft IA actée, qui va démarrer en oct 2020,
- 1ère édition de Brest is IA réalisée en mars 2020.

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre de personnes formées
- Nombre de participants à Brest is IA
- Nombre d'entreprises bénéficiaires du pack

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)

Action 30 - La filière biotechnologies marines

Maitre d'ouvrage de l'action : PETR Pays de Morlaix, Haut-Léon Communauté

Partenaires engagés : Les entreprises de recherche, transformation et fabrication de produits utilisant des procédés de biotechnologie marine ; acteurs de l'enseignement supérieur et la recherche ; EPCI ; organismes dédiés au développement économique et à l'innovation.

Description de l'action : Poursuivre et amplifier l'effort de structuration de la filière biotechnologies marines à l'échelle de la pointe bretonne à travers le projet Blue Valley.

Diagnostic de la situation :

Blue Valley est le projet de développement de la bioéconomie bleue sur le territoire du Pays de Morlaix. Il consiste à fédérer les acteurs de la filière des biotechnologies marines et doit constituer un levier supplémentaire du développement économique local, renforçant la vocation d'innovation de ce territoire.

En tant que territoire pilote, le Pays de Morlaix présente de nombreux atouts pour porter cette ambition de développement, en l'étendant à la pointe bretonne :

- La présence d'un établissement de recherche et d'enseignement supérieur d'excellence : la Station Biologique de Roscoff (SBR) est le plus grand centre de recherche en Biologie marine en Europe et développe une forte activité de valorisation et de recherche partenariale (création d'Unité mixte avec une entreprise, environ 100 brevets déposés, émanation de *startups* : Hemarina et ManRos Therapeutics). De nouveaux projets sont en outre actuellement en développement, à l'image de la *startup* Seabelife.
- Une interface terre-mer porteuse d'enjeux : la filière biotechnologies marines peut permettre d'accompagner la transition de la filière agri-agroalimentaire vers un modèle de production plus durable (utilisation des co-produits issus de la mer, production de molécules de substitution aux intrants chimiques ou encore utilisation d'une partie du foncier agricole pour la production d'algues marines selon des procédés multitrophiques).
- L'existence d'un tissu économique local émergent et dynamique : le Pays de Morlaix accueille une quinzaine d'entreprises dans les domaines de la santé, de la cosmétique, de l'environnement, du conseil, de l'alimentation humaine et animale, représentant actuellement une centaine d'emplois (Hemarina, ManRos, Olmix, SagaTec, Systema Environnement, Blue Science Management & Consulting, Le Floch Depollution, Bret Alg, Biocéan, Algue Service, AlgoPlus, Bord à Bord, Haliocéan, etc.). Le travail de Gestion Prévisionnelle Territoriale des Emplois et des Compétences (GPTEC), réalisé par le Pays de Morlaix en 2018, montre en outre les potentialités de développement de la filière et les besoins en termes d'emploi et de formation, de suivi des métiers, d'adaptation à la réglementation et de meilleure connaissance entre les différents acteurs.
- Une offre de formation initiale et continue qui se renforce à travers le programme Blue Train.
- Une implication constante des collectivités territoriales locales depuis plus de 10 ans : création de l'Hôtel de Recherche à Perharidy, investissements dans le site du Château et du Laber à Haut-Léon Communauté ; schéma d'orientation pour le site portuaire du Diben, soutien aux entreprises de la filière biotechnologies marines (Polymaris, Hemarina) par Morlaix Communauté. En outre, le PETR Pays de Morlaix a été, à partir de 2011, à l'initiative de la

démarche « le Finistère à la pointe des biosciences » avec Investir en Finistère et les Technopôles de Brest et de Quimper.

Le PETR favorise le développement des entreprises innovantes en partenariat avec le Technopôle Brest Iroise, en intervenant plus particulièrement sur la phase d'émergence des projets. Il est également une antenne du programme French Tech Brest+. Il a également participé à l'étude accès mer coordonnée par Investir en Finistère, à l'image des 3 EPCI partenaires. Enfin, l'agglomération siège avec le Pays de Morlaix aux instances du Campus mondial de la mer, démontrant une nouvelle fois leur implication dans le développement de la filière.

Depuis mars 2019, le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) du Pays de Morlaix anime un projet pilote, intitulé Blue Valley, dans la continuité des enjeux définis et promus par la Station Biologique de Roscoff depuis 2015.

Cette initiative a permis d'élaborer une feuille de route à 3 ans, de formaliser des modalités de gouvernance, d'élaborer un budget et de rechercher des financements. Ce projet est mené en collaboration avec les EPCI et l'ensemble des acteurs locaux et régionaux de la filière « biosciences et biotechnologies marines » (le Technopôle Brest-Iroise, le Campus mondial de la mer, la Station Biologique de Roscoff, les EPCI locales notamment) et avec le soutien de l'Europe (DLAL FEAMP) et de la Région Bretagne. Cette action s'inscrit dans une dimension « filière mer », portée à l'échelle du Finistère et s'articule avec celle de l'ensemble des partenaires (Biotech Santé Bretagne, Capbiotek, Blue Train, etc.).

Les axes de travail sont les suivants :

- Axe 1. Renforcer la culture de l'innovation & l'émergence de projets
- Axe 2. Structurer une offre de services « accueil & immobilier » à destination des porteurs de projets en synergie avec les EPCI et notamment sur HLC
- Axe 3. Développer les synergies et coopérations pour stimuler le développement local
- Axe 4. Promouvoir la valorisation et l'appropriation citoyenne de la science

La pointe bretonne a le potentiel pour prendre une place de leader dans la valorisation des actifs marins. Dans cette perspective le projet Blue Valley est un projet pilote et collaboratif initié sur la période 2020-2022 pour structurer la filière et participer au développement économique local. L'enjeu est de doter ce projet Blue Valley de moyens ad hoc pour poursuivre ses actions après 2022 et d'y associer d'autres territoires de la pointe bretonne au-delà du Pays de Morlaix.

Objectifs

- Amplifier la fédération et l'animation de la filière biotechnologies marines à l'échelle de la pointe bretonne.
- Permettre la modernisation et la transition des milieux productifs agricoles en ouvrant des horizons de développement.
- Construire une offre d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projets coordonnée et adaptée aux besoins de la filière.
- Soutenir l'émergence de projets, l'innovation et l'entrepreneuriat dans la filière.
- Maintenir les emplois qualifiés sur la pointe bretonne.
- Renforcer les collaborations recherche publique/monde de l'entreprise.
- Renforcer le pouvoir d'attractivité de la pointe bretonne depuis l'échelle régionale, nationale et internationale.

Budget prévisionnel (répartition des engagements par partenaires) :

- Budget : 300 000 € sur 3 ans

Nature du soutien demandé (diagnostic, étude, financement, ingénierie, investissement...) :

- Ingénierie / animation
- Etudes
- Infrastructure (?)

Calendrier :

- 2023-2026

Etat d'avancement au 02/04/2021 :

Plusieurs actions sont en cours pour mettre en œuvre la feuille de route du projet Blue Valley :

- Mise en place et structuration d'un service de détection et d'assistance aux porteurs de projets (interlocuteur de proximité).
- Promotion de l'offre scientifique de la Station Biologique de Roscoff pour développer les collaborations et le transfert de technologie.
- Harmonisation et coordination d'une politique d'accueil des entreprises/porteurs de projet sur le territoire à travers un groupe de travail ad hoc.
- Lancement d'un programme d'animations et de sensibilisation à l'entrepreneuriat adressé aux étudiants et jeunes chercheurs.
- Mise en place d'un programme d'événements annuels pour favoriser les échanges multilatéraux et pluridisciplinaires, et faire naître de nouvelles collaborations ou projets.
- Développement de la marque Blue Valley, de la stratégie marketing et d'outils de communication.

Indicateurs de suivi, de résultat et de performance :

- Nombre d'entreprises locales dans la filière biotechnologies marines
- Nombre d'emplois créés dans la filière biotechnologies marines
- Investissements matériels et immatériels dans la filière biotechnologies marines

Signature des parties prenantes à la fiche-action (pas nécessairement tous les signataires du contrat-cadre)